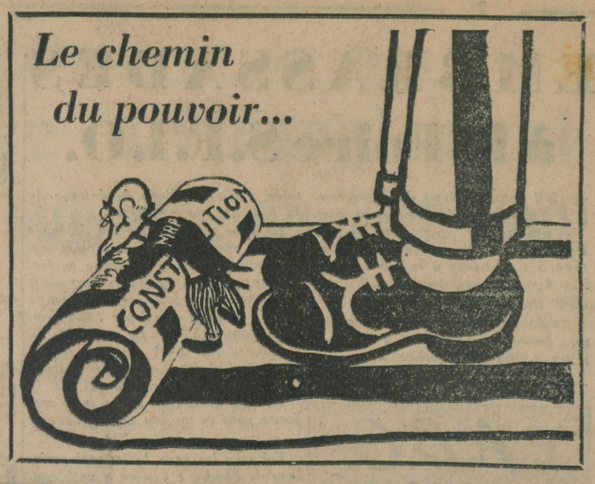
Vendredi 6 septembre 1946 — HEBDO " PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS " — Prix : 4 francs — N° 139

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE



COMME LES POSTIERS
les métallos de chez Rateau et les ouvriers du textile
forment leurs Comités de grève

GÉNÉRALISONS L'ACTION REVENDICATIVE
pour arracher l'échelle mobile et le contrôle ouvrier

A leur tour, les réformistes jettent le masque et dénoncent la grève

L'EPIDEMIE des grèves va grandissant. Cette semaine la grève a éclaté chez Rateau à Paris, dans le textile à Estaires, chez Schneider à Lourches.

Et ce ne sont là que les mouvements les plus importants. Il n'y a pas de jour et pas de grandes villes où des arrêts de travail ne soient enregistrés régulièrement.

Les grèves éclatent pour des raisons très souvent anodines : les trois cents ouvriers mineurs de la fosse Schneider, à Lourches, ont fait grève pendant vingt-quatre heures, protestant contre le manque de viande. Les ouvriers de la manufacture d'armes de Paris ont débrayé pendant deux heures parce que la réunion du comité d'entreprise avait été repoussée par la direction. Là il s'agit du reclassement de quelques ouvriers; ailleurs, d'un problème d'embauchage.

Pour un oui, pour un non, les grèves surgissent. Elles sont le pôle d'éclatement du mécontentement des masses, excédées de la hausse constante des prix et de l'abaissement de leur pouvoir d'achat.

La grève partielle paie

Nous relatons par ailleurs les mouvements de chez Rateau et d'Estaires et les succès remportés.

L'expérience est faite : la grève partielle paie. Les patrons, effrayés, accordent les revendications demandées. Mais, comme toujours, si les ouvriers reprennent le travail sans obtenir satisfaction, ils se font avoir ensuite.

L'exemple des postiers a porté ses fruits : de nouvelles directions surgissent — comités de grève — élues démocratiquement. 1936 n'est pas oublié : il existe en puissance dans toutes les usines des états-majors révolutionnaires.

Généraliser les mouvements

Les grèves partielles ont leur utilité et il faut les soutenir à fond. Mais les mouvements doivent s'élargir. Les grèves de solidarité sont encore rares, mais elles ne tarderont pas à s'étendre. Elles permettront de poser les grandes revendications de l'échelle mobile des salaires et du contrôle ouvrier sur les prix et sur la gestion qui, non seulement amélioreront réellement le pouvoir d'achat des travailleurs, mais encore ébranleront les assises du régime capitaliste.

Vigilance contre les briseurs de grève

Après les dirigeants staliniens, les réformistes dénoncent catégoriquement la grève. C. Roldes, dans le *Populaire*, remplit son office de plumitif au service des briseurs de grève.

Les uns et les autres mettent les ouvriers en garde contre « les provocateurs ». A la Constituante, après le P.R.L., ils ont répondu au S.O.S. des tenanciers de maisons closes et de boîtes de nuit de Nantes pour condamner la justice expéditive rendue par les ouvriers.

Mais les provocateurs ne sont autres que le marché noir, la hausse des prix, l'inflation, la colère populaire qui gronde. Contre eux, les Thorez et les Blum sont désormais impuissants. Ils n'arrêteront pas la marche des événements.

M. M.

Editorial

LE IIIe CONGRÈS NATIONAL DU P.C.I.

par Jean MARCOUX

C'EST le samedi 7 septembre que s'ouvre à Paris, salle des Horticulteurs, le troisième congrès national de notre Parti Communiste Internationaliste.

Ce ne sera pas un congrès fictif dans le genre des congrès staliniens qui ne sont qu'une réplique fidèle de leurs meetings. Les grands leaders pontifient. La base n'a que le droit d'applaudir chaleureusement, de saluer les géniaux père ou fils du peuple et de leur porter des fleurs à la fin de leurs interventions.

Nous serons également loin des congrès à la S.F.I.O. où un simulacre de démocratie permet à la base de discuter la politique du parti mais laisse la main libre aux chefs pour décider « unanimement » juste le contraire. Cette caricature de démocratie est différente dans sa forme de l'étouffoir stalinien mais elle aboutit à la même chose : ce sont les bureaucrates et les tireurs de ficelles qui décident de la politique du parti et non la base.

***

C'EST dans un esprit de véritable démocratie prolétarienne que les congressistes du P.C.I. détermineront la ligne stratégique et la tactique concrète du parti pour la période à venir. Une discussion aussi large que possible, permettant à chaque membre de la base d'exprimer ses propres réflexions tirées de sa propre expérience, un vote dans la clarté comme la ferme décision de tout le parti d'appliquer sans faille les décisions prises en commun, tel sera notre congrès. Démocratie dans l'élaboration, centralisme et discipline rigoureuse dans l'exécution, telles sont les véritables règles du parti bolchevik, aussi éloignées de la foire sociale-démocrate, que du totalitarisme stalinien.

***

D'IMPORTANTS pas en avant ont été enregistrés depuis le dernier congrès par la section française de la IVe Internationale : « La Vérité », légalisée, s'est largement améliorée et a élargi le cercle de notre propagande ; le parti a vigoureusement pris part à la campagne électorale et a recueilli quarante-cinq mille voix ; nos militants sont intervenus avec succès dans la lutte contre le patronat et son Etat (grève des postiers, etc.) ; nos mots d'ordre rencontrent une audience toujours plus grande ; nos effectifs ont notablement augmenté.

Ce rythme de progression ne pourra que s'accentuer. Sur cette voie, le troisième congrès national marquera une date.

***

C'EST dans un moment politique important, dans des conditions lourdes de responsabilités pour un parti révolutionnaire que les congressistes aborderont leurs tâches.

La bourgeoisie a raffermi sa position grâce à la collaboration « loyale » du P.C.F. et du P.S. qui l'ont aidée à liquider les organismes populaires issus des journées d'août 1944, à redémarrer la production sous sa direction, à marquer des points sur le plan électoral. Le bonapartisme, l'Etat fort bourgeois, pointent à l'horizon.

Cependant, la classe ouvrière n'a pas subi de défaite décisive et sa combativité reste intacte. Si son hostilité à l'égard de la collaboration de classes, à l'égard du tripartisme, ne s'est pas encore traduite par de larges ruptures dans le parti réformiste et dans le parti stalinien, cependant déjà sa voix se fait entendre et le courant d'adhésion vers le P.C.I. se renforce.

Lire la suite en 3e page

DU NOUVEAU dans la technique des calomniateurs

Quelle infâme provocation préparent-ils ?

IL y a des limites dans la calomnie que l'on ne doit pas franchir sans répulsion, si cuirassé que l'on soit contre les méthodes du stalinisme. On a bêtement envie de demander alors aux responsables eux-mêmes s'ils n'ont pas conscience, si faiblement que ce soit, de l'abîme dans lequel ils risquent d'entraîner les travailleurs en essayant de les accoutumer à des méthodes semblables. On lit dans « l'Humanité » du 1er-2 septembre, à la rubrique « Nouvelles du jour », et sous le titre « Après les attaques de fourgons postaux et d'encaisseurs », les lignes suivantes : « La façon dont tant de vols à main armée se commettent à l'heure actuelle semble indiquer que l'armée du crime a reçu des renforts. Les miliciens, les hitléro-trotskystes, libérés et graciés ne s'inquiètent guère d'une justice qui s'est montrée si douce pour leurs crimes. » Il serait difficile d'imaginer un amalgame plus grossier et plus écœurant.

Il ne suffit plus aux dirigeants dégénérés du P.C.F. d'essayer d'accréditer la légende de l' « hitléro-trotskysme » en se gardant bien, toutefois, d'avoir fait la lumière sur cette « complicité » au procès de Nuremberg ; il ne leur suffit plus de souiller la mémoire de centaines de communistes internationalistes, membres de la IVe Internationale, morts torturés, fusillés ou enfermés dans les bagnes nazis, dans une lutte sans merci contre le fascisme, le vichysme et ses miliciens ;

Les voilà maintenant qui usent d'un procédé grossièrement provocateur et veulent transformer nos militants en dévaliseurs de fourgons postaux et en agresseurs de caissières. Peut-être ont-ils pris conseil du ministère de l'Intérieur qui, lui-même, au mois de mars dernier, avait arrêté les participants de notre pré-conférence internationale en « les prenant pour des souteneurs » !

Allons, messieurs les bureaucrates ! Vos stratagèmes grossiers et provocateurs, votre malhonnêteté de bonzes sans scrupules n'abuseront plus longtemps les travailleurs sur votre politique honteuse qui consiste à attaquer d'autant plus ignoblement les révolutionnaires que vous vous aplatissez plus devant la bourgeoisie. Chaque ouvrier honnête met en balance les efforts que vous déployez contre nous avec le rendement de votre politique de collaboration avec le Meilleur Rempart des Profiteurs. Et il comprend pourquoi vous voulez nous « exterminer ». Vous allez trop fort, messieurs les calomniateurs ! Votre violence même à notre égard éveille les soupçons des moins conscients. Vous ne pourrez plus longtemps jouer le rôle de briseurs de grèves et d'insulteurs patentés au service de la bourgeoisie. Et gare à vous, le jour où les travailleurs auront découvert l'étendue de votre malpropreté !

A. D.

UNE ENQUÊTE SUR L'ÉCHELLE MOBILE
PAR MAURICE FELZEN

Chez les instituteurs les préparateurs en pharmacie et les fonctionnaires

IL y a deux ans, seule, une petite minorité au sein de la C.G.T. menait la lutte pour l'échelle mobile des salaires. Aujourd'hui, des sections syndicales de plus en plus nombreuses, des syndicats entiers ont adopté cette revendication. Les instituteurs, les pharmaciens, les postiers, des syndicats de l'alimentation, de travailleurs du bâtiment, des services publics, etc., ont compris que seul ce mot d'ordre permet de lutter efficacement contre la diminution incessante du niveau de vie de la classe ouvrière.



A la Bourse du Travail, le camarade Breuillard, secrétaire du syndicat des instituteurs de la Seine, répond à nos questions.

— Depuis la libération, l'aile révolutionnaire du syndicat a mené une propagande inlassable autour de ce mot d'ordre. Une longue discussion a eu lieu au cours de laquelle les communistes ont été nos principaux adversaires.

Breuillard me donne le numéro 5 de l'*Ecole du Grand Paris*, organe de la section de la Seine du Syndicat des Instituteurs, qui contient une étude, très documentée, sur l'échelle mobile. Chaque travailleur doit lire et étudier ce texte.

— Quelles ont été les étapes de la lutte ?

— Dès avant le congrès de Montreuil, la section de la Seine se prononce pour. Au congrès, en décembre 1945, une motion réclamant « le rajustement automatique des traitements suivant le coût de la vie » est adoptée à l'unanimité. Avant le congrès national, la section de la Seine adopte une résolution réaffirmant sa position. Enfin, à Grenoble, notre mot d'ordre l'emporte par 774 mandats contre 482.

— Quels avantages présente cette revendication ?

— Elle seule permet de maintenir le niveau de vie des travailleurs dont les salaires restent toujours loin derrière les prix. Elle est un moyen efficace de lutte contre les trusts en restreignant leur liberté de profit par le contrôle syndical sur les prix qu'elle implique. Elle peut en outre stabiliser ces prix : les capitalistes y regarderont, en effet, à deux fois avant de les faire monter lorsqu'ils sauront que les salaires doivent être augmentés d'autant. C'est enfin un mot d'ordre qui permet de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière contre le patronat.

Un étage au-dessus se trouve le syndicat des préparateurs et employés en pharmacie. Des syndiqués viennent payer leur timbre, demander des renseignements. Enfin, le camarade secrétaire adjoint de la Fédération me reçoit.

— Le congrès de notre Fédération, à Nantes, le 15 août, s'est prononcé pour « l'établissement d'un salaire minimum vital qui devra varier selon la hausse du coût de la vie et celle de la production, par une application revue et corrigée de l'échelle mobile ». Le congrès a approuvé cette revendication en donnant mandat à la Commission exécutive de rédiger et d'adopter un nouveau texte précisant celui-ci. C'est donc en octobre prochain que la forme définitive de notre mot d'ordre sera élaborée.

— Quelle signification a-t-il pour vous ?

— A mon avis, son application est liée au problème de la production. Si, en effet, nous augmentons les salaires et qu'il n'y a pas sur le marché une masse correspondante de produits, apparaît un danger d'inflation. C'est pourquoi nous ne devons pas séparer ce mot d'ordre de celui de contrôle ouvrier sur les prix et sur la production. Il faut élargir les pouvoirs des comités d'entreprise. C'est dans ces organismes que la classe ouvrière fera son apprentissage de la gestion de l'économie. Aujourd'hui, elle manque encore d'expérience, mais c'est en marchant que l'on apprend à marcher.

— Pensez-vous qu'aujourd'hui l'échelle mobile soit applicable ?

— Oui. Le niveau de production industrielle et agricole permet aujourd'hui une certaine augmentation du pouvoir d'achat parallèle à l'augmentation des prix.

La section syndicale du ministère du Travail a, elle aussi, adopté le mot d'ordre d'échelle mobile des salaires.

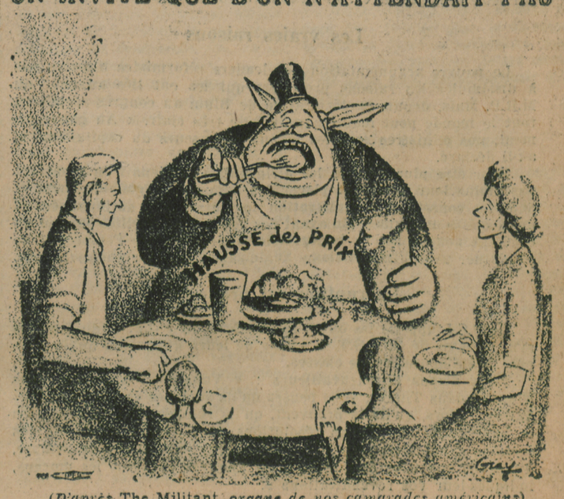
1 heure, place Fontenoy. Le camarade Caron, trésorier adjoint du syndicat sort de la cantine.

— L'échelle mobile est pour moi une vieille revendication. J'étais avant militant syndicaliste dans le Livre, et vous savez que cette corporation a non seulement mené la lutte pour ce mot d'ordre mais a réussi à le faire appliquer avant la guerre.

— Depuis quand votre syndicat revendique-t-il l'échelle mobile ?

Lire la suite en 4e page

UN INVITÉ QUE L'ON N'ATTENDAIT PAS



(*D'après* The Militant, *organe de nos camarades américains*)

Au nom de Dieu et du M. R. P.,
BIDAULT veut étouffer l'Affaire PASSY



Il faut un procès public avec le témoin principal : DE GAULLE

QU'EST-CE que l'affaire Passy ? Les lecteurs de la *Vérité* sont déjà documentés, grâce à l'enquête que nous avons faite sur la D.G.E.R. Mais cette fameuse affaire « mystérieuse » s'impose à nouveau au premier plan de l'actualité. Cela ne nous surprend pas et nous l'avions laissé pressentir. *Elle apparaîtra bientôt comme une affaire politique de premier plan qui marquera de son empreinte l'histoire de la IVe République.*

Néo-résistants de la « Résistance Blanche »

Nous avons dit que l'accusation portée contre Passy (détournement de quelques dizaines de millions à son profit personnel), n'était qu'un camouflage d'une affaire infiniment plus grave. Rappelons brièvement les faits qui servirent de prétexte aux sanctions contre le chef de la D.G.E.R. Un pilote français, collaborateur de Passy, fut arrêté à l'aérodrome de Croydon alors qu'il transportait d'importantes quantité d'or. Et chacun sait que ces sommes n'étaient pas destinées à acheter des cigarettes anglaises pour Passy et ses amis. Le *Daily Worker* a donné des précisions : Ces fonds étaient destinés à des « réseaux secrets » en vue d'une « Résistance blanche ».

Ste-Trinité de camouflage

Le gouvernement pourrait donner des précisions utiles. Tous les ministres M.R.P., socialistes et communistes français sont au courant d'un cernombre de charges écrasantes qu'ils cachent d'un commun accord au peuple. Tous savent que la véritable accusation qui pèse sur Passy est d'ordre politique. Mais Passy n'a pas agi seul. S'il y a, selon les expressions consacrées par la loi, « complot contre la sûreté de l'Etat », ce n'est pas, là non plus, pour lui-même que Passy a agi. Alors pour qui ? Ne pourrait-on interroger un témoin qui en sait long sur l'activité de son subordonné ? Ce témoin, c'est de Gaulle.

M. Beaufrère

Lire la suite en 3e page

Le Congrès S.F.I.O.
OU LA MONTAGNE QUI ACCOUCHE D'UNE SOURIS

LE Congrès socialiste s'est terminé par un nègre-blanc. C'était inévitable, du moment même où la gauche refusait de poser le problème du tripartisme.

Qu'importait à la droite les proclamations sur la « lutte de classes » si la vieille cuisine électoraliste et parlementariste continue ? Que lui importent les belles phrases ronflantes sur le « parti révolutionnaire », le marxisme « enrichi », l' « internationalisme constructif » (?) si les ministres peuvent rester tranquillement en place, à côté de Francisque Gay, Bidault ou Teitgen ?

Tripartisme pas mort

Or les dirigeants de la gauche tiennent bien à préciser qu'il n'est pas question de toucher au tripartisme. Par exemple, Dechézelles « regrette qu'on ait présenté les auteurs de cette motion comme des adversaires du tripartisme ». La gauche vote le rapport du groupe parlementaire. Le Congrès « adresse à nos camarades ministres l'expression de sa gratitude pour l'action



énergique qu'ils mènent au sein du gouvernement et les assure de son affectueuse confiance ».

L'action énergique de Marius Moutet en Indochine ! L'action énergique de Philip pour bloquer les salaires ! L'action énergique de Vincent Auriol fricotant avec le M.R.P. sur la Constitution !

Voilà à qui la gauche adresse l'expression de sa gratitude et de sa confiance ! N'est-ce pas précisément cette politique que condamnent les militants du parti ? Miracles de la soi-disant démocratie S.F.I.O. !

Les gérants du capitalisme

Blum, quant à lui, a été net, expliquant carrément que « nos hommes au gouvernement devaient être les gérants honnêtes et loyaux des affaires du capitalisme ». Que répond Guy Mollet ? « Nous savons que partout et toujours ils ont cherché à être les meilleurs ». On voit pourquoi les ministres S.F.I.O. ont été félicités : POUR AVOIR ETE LES MEILLEURS AGENTS DU CAPITALISME. Il ne s'agit pas d'une polémique de notre part. On le lit noir sur blanc dans l'organe du parti socialiste. Est-ce là ce que voulaient les militants socialistes qui ont voté pour la gauche ?

Il est vrai que Guy Mollet ajoute : « Au pouvoir, nous restons les représentants de la classe ouvrière, et nous n'avons pas à corriger le système capitaliste, mais à fournir à la classe ouvrière les tremplins de son action de demain. »

On croit rêver. Comment ? C'est le tripartisme qui « fournit à la classe ouvrière les tremplins de son action » ? C'est le blocage des prix ? C'est l'armée d'occupation en Indochine ? C'est la Constitution Auriol-Coste-Floret ? Quel militant sérieux peut avaler de telles couleuvres ?

La vérité, c'est Blum qui l'a exprimée le plus clairement. Au pouvoir, les représentants des partis « ouvriers » peuvent seulement être les gérants de la bourgeoisie, au service de la bourgeoisie. PAS UN SEUL PAS EN AVANT N'EST POSSIBLE AU SERVICE DE LA CLASSE OUVRIERE SANS ROMPRE LA HONTEUSE COALITION AVEC LA REACTION M.R.P.ISTE.

Les phrases à gauche, mais...

La gauche n'a pas osé affirmer une politique conséquente. Du même coup, elle n'a pu que reprendre le sillage de Daniel Mayer et de Léon Blum.

De là le caractère paradoxal de ce Congrès. La grosse majorité est à gauche. Mais la politique réelle qui sort du Congrès est à droite. Par exemple la suppression du comité d'entente avec les communistes français. Par exemple, l'approbation aux ministres. Le Troquer et Gouin peuvent se frotter les mains. Le vieux navire S.F.I.O. continue son cabotage dans les eaux bourgeoises.

La majorité à la gauche

Certains camarades de la gauche nous diront : « L'essentiel, c'est que nous ayons obtenu la majorité au comité directeur. » Il est vrai, en effet, que la gauche a obtenu au comité directeur la majorité. Une majorité d'une voix. A supposer



qu'on puisse appeler « majorité » ce rassemblement hétéroclite. Mais comment penser que cette majorité pourra « redresser » le parti ? Comment oserait-elle utiliser cette majorité contre les bonzes réformistes et les ministres fricoteurs, ALORS QU'ELLE N'A PAS MEME OSE UTILISER SA LARGE MAJORITE DU CONGRES POUR DETERMINER UNE POLITIQUE ?

Et maintenant ?

En tout cas, cette majorité pose la gauche devant ses responsabilités. Par exemple, le Congrès s'est prononcé pour « un minimum vital établi en adaptant périodiquement les taux des salaires ». Ce qui définit — grossièrement — l'échelle mobile. Oui ou non, le parti socialiste va-t-il engager l'action pour la faire triompher? Autre exemple : le Congrès parle de démocratisation des comités de gestion. Il parle d' « élargir les pouvoirs » des comités d'entreprises, « afin de leur permettre de contrôler production et stocks, prix et marges, et d'accéder à la pleine gestion des entreprises ». Oui ou non, le parti socialiste va-t-il engager l'action pour le contrôle ouvrier ?

Voilà les questions que se posent avec nous, sans doute, tous les militants révolutionnaires du parti socialiste. Si toutefois il en reste encore qui gardent quelque confiance dans la S.F.I.O. après le Congrès de la Mutualité.

FRANCIS.

N'ATTENDS PLUS pour verser ta part à la **Souscription du**

MILLION

Pour que du haut de la tribune parlementaire des députés trotskystes appellent les travailleurs à l'action contre la bourgeoisie. Lecteurs, abonnés, sympathisants, envoyez votre souscription au

C.C.P. Demazière 4825-72 Paris, 19, rue Daguerre (14e) Camarade lecteur, AS-TU PENSE A SOUSCRIRE POUR LE MILLION avec lequel nous ferons entendre plus largement la voix du Parti Communiste Internationaliste.

Sans tambours ni trompettes...

LE COMITÉ CENTRAL DU P.C.F. SE RÉUNIT SECRÈTEMENT

DANS le numéro du 1er septembre, *l'Humanité* publie, sans commentaires, une sèche information selon laquelle le Comité central du P.C.F. s'est réuni les 30 et 31 août, et une résolution adoptée à cette session. Qui ne se souvient du C.C. précédent, annoncé avec bruit, dont le compte-rendu fut abondant, où le parti stalinien s'offrait le luxe d'une démocratie apparente, où Berlioz, Jeannette Vermesch et autres venaient apporter quelques notes qui semblaient discordantes ? Pourquoi ce changement ?

Il s'agissait alors d'effectuer, dans les meilleures conditions possibles, un « tournant à gauche », de passer à la politique de revalorisation des salaires en permettant, au moyen d'une apparence de démocratie, à un peu de vapeur de se détendre

Les masses travailleuses en ont assez de la situation qui leur est faite, et ce n'est pas le maniement de la soupape de sûreté qui les calmera. Elles commencent à ne plus obéir aux « grands chefs », elles commencent à aller beaucoup plus loin que là où l'on veut les mener. Dans ce mois d'août généralement si creux, on assista à la grève des postiers, aux grèves de Dijon, de Nantes, aux manifestations de Cherbourg, aux grèves de Denain et d'Estaires, dans le Nord. Ce n'est pas mal pour un mois de « vacances » !

Et c'est là qu'il faut chercher les raisons de ce C.C. réuni en catimini. La résolution adoptée est d'ailleurs tout à fait significative. Elle commence par affirmer que la classe ouvrière a remporté, dans la bataille des salaires, une très grande victoire. Elle le fait avec une effronterie sans nom. A la lire, on croirait que les travailleurs se sont rempli les poches. C'est du 17 % ici, 38 % là, 25 % ailleurs, des milliers de francs d'un autre côté, etc.

En conclusion, il y a un premier appel pour intensifier à nouveau la production.

Mais si tout a si bien été, si tout a abouti conformément aux objectifs du C.C. précédent, on ne devrait pas sentir l'inquiétude. Or, la résolution, subitement, tourne court et dénonce des provocateurs qui veulent créer des troubles et des désordres, des provocateurs qui réussissent « à provoquer des grèves en mettant en avant des revendications démagogiques », etc. et qui veulent aider « certaines menées antidémocratiques ».

L'amalgame cher aux staliniens se montre une fois de plus. Ceux-ci cherchent à confondre les ouvriers et les militants révolutionnaires qui veulent améliorer les conditions de vie des travailleurs, avec la réaction et son champion de Gaulle, que le C.C. n'ose pas désigner nommément.

Mais cette manœuvre stalinienne a de moins en moins de prise. Dans le P.C.F., les départs, les démissions se multiplient, la vente des journaux décroît ; on ne manifeste pas son mécontentement comme dans le P.S., car il est impossible de le faire de la même façon, en raison du monolithisme affiché de la direction ; mais on manifeste avec les pieds... et au Bureau politique, les Thorez, Duclos, Marty, etc. en sont bien informés.

***

Le parti stalinien, avec son C.C. tenu à l'abri des oreilles et des yeux indiscrets, ne pourra pas plus sauver ce parti de la crise qui le travaille que les exhibitions publiques du parti socialiste rejetant l'un après l'autre les rapports de sa direction. Les travailleurs sont à la recherche de nouvelles, de véritables méthodes de lutte et d'une direction révolutionnaire. Ce n'est ni au P.C., ni au P.S., mais dans la section française de la 4e Internationale qu'ils les trouveront.

P. F.

Retenez le prochain numéro de LA VERITE

Compte rendu détaillé du 3e Congrès du P. C. I.

EMBRASSADES à la Foire S.F.I.O.

UNE atmosphère de kermesse. Tout le monde parle ou somnole. Sauf quelques leaders. Personne ne se soucie du pauvre type qui gesticule à la tribune. On lira dans le Populaire ce qu'il a dit. Avec tes angles arrondis.

Au-dessus de la tribune du Congrès, une énorme banderole : « C'est de notre union que sortira notre victoire. » C'est la ligne de défense de la bureaucratie S.F.I.O.

La base avait envoyé ses délégués au Congrès pour dire son violent mécontentement de la politique passée. Le rapport du Comité directeur avait été repoussé à une écrasante majorité. Le rapport moral par 2.964 mandats contre 1.365. Le rapport du Populaire par 2.491 mandats contre 1.745. Celui des Femmes socialistes par 2.162 mandats contre 647.

La base avait voté à une forte majorité pour la motion « de gauche ».

J'ai sous les yeux le journal socialiste de l'Indre : l'Indre a voté contre la présence des ministres socialistes dans le Gouvernement. J'ai sous les yeux le journal socialiste des Vosges qui exprime dans son éditorial que la participation au gouvernement bourgeois « nous éloigne de notre véritable but, la révolution socialiste ». Même son de cloche dans plusieurs autres fédérations et dans plusieurs sections de la Seine.

Et pourtant, deux orateurs seulement oseront se prononcer à la tribune contre le tripartisme. C'est le camarade Staub, de la Loire-Inférieure qui demande le retour aux méthodes ouvrières : « la grève et l'occupation » et qui conclut : Si nous n'y prenons pas garde, au lieu de se donner un Babeuf ou un Robespierre, le pays se donnera un Bonaparte. *C'est le camarade Dornic, de la Sarthe, qui déclare :* Il faut briser le corset asphyxiant du tripartisme.

Daniel Mayer et la droite ne défendent pas leur politique, ni le tripartisme, ni rien du tout. Ils se contentent d'insister sur la nécessité de la grande amitié.

Daniel Mayer, en même temps, attaque fielleusement la gauche, mêlant questions personnelles et politiques.

L'opposition parlementaire ? C'est l'approche des élections qui la détermine : les députés ont peur pour leurs sièges. (C'est le représentant des Defferre et Cie qui parle...)

Les Jeunesses ? Pendant les élections, un J.S. de la Seine a envoyé paître Daniel Mayer et lui a répondu que le Comité directeur n'avait qu'à faire coller ses affiches par des afficheurs. (Nous, on comprend ça.) « Voilà, s'écrie Daniel Mayer, les vrais signes de décadence pour le parti. »

Plus Daniel Mayer est agressif, plus la gauche molletiste est molle. Rous efface les frontières. Les dirigeants de gauche jettent des fleurs à Blum. Jules Moch explique qu'il n'y a pas de différence entre les motions. Tous les chats sont gris.

Marceau Pivert est réintégré. La commission a été unanime pour reconnaître l'honnêteté de l'homme, le patriotisme du citoyen *et « la foi du socialiste ».*

La Commission des résolutions colmate divergence après divergence. En supprimant tout ce qui représente une idée et en le remplaçant par une banalité. Ça accroche sur l'unité d'action. Tous sont hypnotisés par la peur de se faire bouffer par le P.C.F. Les uns veulent prendre hardiment l'initiative de l'unité d'action (comme Courtois, du Jura). Les autres veulent rompre même l'actuel Comité d'entente. Finalement on trouve un compromis. Il y aura unité d'action... mais on supprime le Comité d'entente.

On voit ce qui se passe à chaque fois : à la gauche, on donne satisfaction par des phrases. A la droite, on donne satisfaction par des actes. Des phrases sur la nécessité de la clarté, mais... le nègre blanc. Des phrases sur l'action révolutionnaire, mais... les ministres restent au pouvoir et le tripartisme continue.

Et voilà la motion cuisinée pendant des heures. Le cuisinier Jules Moch rapporte. La Commission a été unanime. Que peut faire le Congrès sinon voter à l'unanimité ? Seuls, quatre délégués osent voter contre. *Léon Blum félicite le Congrès. Mais plus d'un délégué se demande : Est-ce pour une telle cuisine que mes camarades m'ont délégué ?*

M. D.

L'A.B.C. du COMMUNISME

VALEUR et TRAVAIL

CE qui caractérise les rapports de production en régime capitaliste, c'est que le producteur, l'ouvrier, n'est pas propriétaire de ses moyens de production. Par suite d'un phénomène que nous examinerons plus tard, ces moyens de production devenus de plus en plus importants — installations, locaux, matières premières, produits d'entretien, machines, etc. — sont la propriété du patron. Le travailleur qui ne possède que ses bras ou son cerveau doit donc les mettre à la disposition de celui qui possède les moyens de production.

La force de travail est donc une marchandise comme une autre soumise aux mêmes lois; cela revient à dire que sa valeur est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa reproduction. C'est-à-dire que ce qui est remis à l'ouvrier sous forme de salaire en échange de toute sa force de travail représente la valeur de sa nourriture, son logement, ses vêtements, enfin son entretien et celui de ses enfants qui sont de la future force de travail, donc la représentation du temps de travail nécessaire pour produire ces différentes choses.

C'est donc l'équivalent de l'entretien de la force de travail qui est donné au travailleur et non la valeur du travail produit. De tout temps, l'homme fut capable de produire plus de travail qu'il n'en était nécessaire à son entretien et surtout maintenant étant donné le perfectionnement des moyens de production. En ne donnant que la valeur nécessaire à cet entretien et en utilisant toute la force de travail, le patron ne paye donc à l'ouvrier qu'une partie du travail accompli; le temps où l'ouvrier travaille se divise donc en une partie nécessaire à son entretien et dont il reçoit la valeur équivalente et une partie en échange de laquelle il ne reçoit rien et qui devient la propriété du patron.

Cette partie, qui comme l'autre est une valeur réelle (puisque la valeur représente une quantité de travail) constitue la part du patron, son profit.

Cela revient à dire que, tout comme les serfs du moyen âge, le salarié moderne travaille une partie de son temps, de sa journée par exemple pour lui et l'autre pour son patron. A première vue, cela semble paradoxal, le salaire représentant en principe l'ensemble du temps passé par l'ouvrier au service de son patron. Cela vient de ce que, contrairement au régime féodal, où le serf travaillait un certain nombre de jours sur la terre de son seigneur pour l'entretien de celui-ci et un certain nombre d'autres sur la sienne pour le sien, dans le régime capitaliste les parties payées et non payées de travail sont étroitement entremêlées. Il n'en reste pas moins qu'une partie reçoit son équivalent et l'autre non, que l'une est payée, que l'autre ne l'est pas. Le contrat entre employeur et employé et la paye à la journée, à la semaine ou au mois, ne font donc que masquer la réalité de la division du travail accompli en travail payé et non payé.

Cela amène donc à conclure que les rapports économiques entre le salarié et le patron consistent à partager entre eux la valeur du travail produit. Plus l'ouvrier se fera payer d'heures pendant une journée, par exemple, plus son salaire, c'est-à-dire la partie consacrée à son entretien sera importante et plus le profit du capitaliste sera faible et inversement. Mais dans un cas comme dans l'autre, la valeur réelle produite pendant cette journée sera la même. Les différences de proportion dans le partage d'une somme de travail produit n'en change pas la valeur réelle donc le prix naturel.

Les variations de salaires n'ont donc pas d'influence sur le prix naturel, mais seulement sur la part respective du salarié et de l'employeur.

M. CORVIN.

LA VIE DU PARTI

Le Congrès du P. C. I.

Salle des Horticulteurs
84, rue de Grenelle (VII^e^)
Métro : rue du Bac

SAMEDI 7 SEPTEMBRE. — (Séance privée). Nomination de la Commission des Mandats et de la Commission de Discipline.
Rapport moral, discussion et vote.
DIMANCHE 8. — (Séance publique). Rapports politiques et discusion.
LUNDI 9. — (Séance publique). Suite de la discussion politique et votes.
MARDI 10. — (Séance publique). Rapports sur l'U.R.S.S. et discussion.

ENCORE UNE VICTIME DE LA GUERRE

Notre camarade Demoy, père de cinq enfants, vient d'être tué par l'explosion d'une mine à Rhinau (Bas-Rhin) où il travaillait au déminage. C'est en essayant de sauver un imprudent qui avait sauté sur une mine que Demoy a péri.

Le P.C.I. conservera sa mémoire et s'incline devant sa tombe.

MERCREDI 11. — (Séance privée). Rapports des commissions.

Lille

Vendredi 30, une réunion publique fut organisée avec la participation du camarade Frank. Une trentaine de présents, des prolétaires lillois désireux de connaître les solutions que le P.C.I. apporte dans la situation présente. Une discussion s'ensuivit entre un stalinien et un socialiste.

Oraison

Notre camarade Lucien Allemand, vieux militant communiste, s'est vu interdire de vendre « La Vérité » aux clients du bar Gaubert par le patron, sous peine « d'arguments frappants ». Que peut faire un homme de soixante-deux ans contre un tel énergumène ?... Lui envoyer « La Vérité » par la poste.

Marseille

La cellule de Marseille continue à progresser. Trois membres du P.C.F. viennent de donner leur adhésion au parti. Elle a envoyé un télégramme de protestation au ministre de l'Intérieur, lors des poursuites contre Messali Hadj.

Normandie

Les liaisons s'étendent dans toute la province. Des adhésions sont enregistrées dans plusieurs villes.

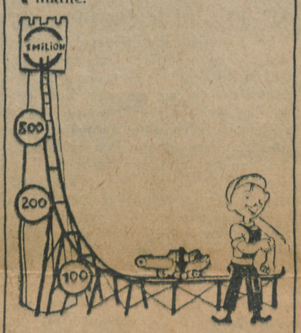
Brest

Une large agitation est menée par le rayon : tracts, inscriptions, etc. Un tract aux dockers est accueilli avec beaucoup de sympathie. Une cellule de J.C.I. est en formation.

CAMPAGNE du MILLION

La campagne pour le million a commencé dans tout le parti. Un grand nombre de régions et de cellules nous écrivent pour nous affirmer qu'elles dépasseront leur quota. Ainsi nous recevons de la région bretonne : « Je suis convaincu que nous dépasserons largement le quota de 90.000 francs. »

Nous n'avons pas encore reçu les premiers résultats. Nous en commencerons la publication et les pourcentages atteints par chaque région dans le prochain numéro. Nous rappelons à chaque militant et à chaque région qu'ILS DOIVENT NOUS POSTER LA COPIE DE LEUR LISTE DE SOUSCRIPTION CHAQUE VENDREDI MATIN, sinon il serait impossible de suivre la campagne semaine par semaine.



QUOTA

Région parisienne	290.000
Gironde, Lot-et-Garonne, Charente-Maritime	90.000
Finistère	90.000
Nord, Pas-de-Calais	50.000
Clermont	50.000
Commission coloniale	50.000
Marne	50.000
Grenoble	25.000
Haute-Garonne	25.000
Meurthe-et-Moselle	20.000
Lyon	20.000
Loire-Inférieure	15.000
Maine-et-Loire	15.000
Saint-Etienne	15.000
Alsace	15.000
Corse	12.000
Alpes-Maritimes	10.000
Tarn-et-Garonne	10.000
J. C. I.	10.000
Bouches-du-Rhône	6.000
Ardèche	5.000
Sarthe	5.000
La Brevenne	5.000
Montbrison	5.000
Tarn	3.000
Vallée du Rhône	3.000
Haute-Savoie	2.000
Normandie	2.000
Gard	1.000
Vosges	1.000
C. C. et « La Vérité »	100.000
	1.000.000

Des militants du P. C. F. adhèrent au P. C. I.

Laguepie.

Camarade,

Dans le Tarn-et-Garonne, n'ayant pas encore une fédération du Parti communiste internationaliste, je serais heureux que vous me donniez quelques explications pour pouvoir y adhérer. Depuis 1937, j'appartiens au P. C. F., mais je vois que sa politique s'embourgeoise, et c'est avec une grande sympathie que je viens avec vous.

Recevez mes salutations.

Jean CABRIT.

Boulogne-sur-Mer, le 22-7-46.

Cher camarade,

Je viens de donner ma démission de membre du P. C. F. au chef de ma cellule : « Danielle Casanova », de Boulogne, en donnant pour raison aux camarades réunis que je considérais le P. C. F. comme un parti devenu stalinien, et qu'au lieu d'être progressif, sans être encore au point où en sont les partis sociaux-de gauche (socialiste et radical), il tendait vers ce point, car il faisait du chauvinisme.

Je suis communiste ou, mieux, je tends vers le communisme, car tu sais comme moi que, sans être réalisé nulle part, le communisme est notre but final.

Je désire donc adhérer à la IV^e^ Internationale et te prie de m'envoyer statuts et bulletin d'adhésion à l'adresse ci-dessous.

Je suis marin, âgé de 53 ans, mécanicien sur un chalutier qui va travailler désormais sur l'Atlantique ; il me sera très difficile d'entrer en liaison avec une cellule de « La Rochelle » si elle n'existe pas. Mais je la créerai : 1 d'abord, + 1 = 2 + 1 = 3, et ensuite + 1.

A bientôt, camarade, le plaisir de te lire, et tu peux faire paraître ma lettre sur notre journal, La Vérité, *que je lis chaque semaine depuis plusieurs mois.*

Salutations communistes.

Verteuil, le 30 juillet 1946.

Cher camarade,

Je suis international de la guerre d'Espagne, prisonnier à Burgos, condamné à mort, évadé le 8 avril 1939 ; prisonnier de guerre en 1941, le 12 juin ; cité à l'ordre de la division ; évadé en 1942, le 25 mai ; prisonnier politique le 3 septembre 1942, évadé en 1943, le 6 novembre ; Membre du comité fédéral des Jeunesses républicaines de France, responsable de l'organisation de la section du parti communiste et président des Jeunesses républicaines ; Diplômé des Ecoles d'agriculture d'Ondes (Haute-Garonne), Ecole nationale,
(Lettre jointe au questionnaire d'adhésion.)

PROUDHON.

Avis

Les camarades sympathisants de Poitiers et le « Sympathisant de la Vienne » sont priés de nous envoyer leur adresse.

Emmanuel Rigas est prié de passer à la permanence de Marseille.

Le récit de "LA VÉRITÉ"

L'interrogatoire

JE revenais tranquillement de la mine avec deux camarades. Voilà que des mineurs qui marchaient devant nous rebroussent chemin précipitamment. En passant à notre hauteur, l'un d'eux s'arrête et me crie : « Les gendarmes... Ils montent par la route. Barre-toi. » J'hésite un instant : « Bah, me dit un de mes compagnons, tu n'as rien à craindre avec nous. » Le matin, je m'étais déjà planqué une fois. Mais, cette fois, par orgueil et pour paraître aussi courageux que les autres, je continuai ma route. Tout juste si j'ai déchiré quelques papiers sans importance

Nous n'avions pas fait soixante pas que nous tombions en effet sur la troupe : deux gendarmes et une dizaine de soldats. Ils nous arrêtent : « Vos noms, vous autres ? » Ils laissent filer les copains et me regardent : j'étais fait. Me voilà tout penaud et en rage après moi-même. J'ai su plus tard que l'un des types qui m'accompagnait savait très bien que j'étais parmi ceux qu'on devait arrêter : un gardien de la compagnie lui avait montré une liste de vingt-cinq noms, dont le mien. Mais il avait tellement la frousse qu'il n'avait même pas osé me prévenir.



On me conduisit à la caserne où je fus enfermé dans une petite pièce où il y avait, je me souviens, un tas de pommes de terre, du charbon et un sac de son. Je m'assis sur le sac et attendis en méditant sur ce qui m'était réservé : l'interrogatoire et pour me délier la langue le nerf de bœuf que je voyais zigzaguer au-dessus de ma tête. Une heure, deux heures passèrent, minuit sonna, rien : « Ce n'est pas pour aujourd'hui » pensais-je et je me tassais sur mon sac pour dormir un peu. Autant de pris.

Vers deux heures du matin, cependant, j'entendis des allées et venues dans le couloir. La porte de ma cellule s'ouvrit et le cabot suivit d'un gendarme et d'un sergent d'infanterie entrèrent : « Ah, tu dors, attends, on va te réveiller un peu... debout... marche devant. »

Nous voilà dehors. Je reconnais que nous sommes sur le grand carreau de la mine à d'imposantes piles de madriers destinés au boisage des galeries. Nous sommes isolés du reste du monde. Je n'aurai comme témoins de mes misères que la lune et les étoiles.

Quelle séance ! Je pensais bien qu'ils n'iraient pas jusqu'à me tuer, mais les brutes auraient bien pu me mutiler pour le restant de mon existance : « Descends ton pantalon et relève ta chemise », m'ordonna le cabot. Le gendarme heureusement s'y opposa. Tout de même, je n'avais pas grand'chose sur moi pour amortir les coups. Une veste et un pantalon de drille sur le corps ; des espadrilles aux pieds.

Le gendarme retira sa tunique et empoigna un nerf de bœuf. je fis le gros dos. Pan, pan, pan et pan, les coups commencent à cingler. Le cabot y va aussi à coups de poing et à coups de pied. Vlan, tu penches d'un côté, vlan, de l'autre. Le cabot, plus brutal que l'autre, tapait comme un sourd sans même regarder où. Deux ou trois fois, si le gendarme ne l'avait arrêté, il m'aurait cogné à des endroits où il m'aurait tué. Et puis les insultes « fils de putain, bâtard, chien, etc. » A la fin, j'ai crié : « Laissez ma mère tranquille, elle est morte. » La gueule me fut fermée d'un coup de nerf de bœuf qui me tira le sang de la gorge.

J'aurais pu avouer, aussi — ce qui m'aurait évité d'être torturé. Mais je donne ma parole d'honneur que pas un seul moment, sous les coups du cabot, la pensée *d'avouer* ne m'est même venue dans la tête. Je m'en suis moi-même étonné après, quand j'ai pu réfléchir ? Non, j'étais plein d'une orgueilleuse confiance en ma force, en la force de mes camarades. « Je tiens, pourquoi les autres ne tiendraient-ils pas ?... » pensais-je. Et puisque j'étais convaincu que les autres ne flancheraient pas, j'avais moi-même, le devoir de ne pas flancher.

Je ne veux pas me faire meilleur que je suis : si j'avais pu penser que ce que me disaient les flics était bien vrai, que d'autres avaient craché le morceau, j'aurais flanché, pour sûr. Vois-tu, la méfiance envers les camarades, c'est le commencement de ta propre faiblesse. Quand on a foi dans les autres, on a foi en soi. Avant de partir on se regarde bien dans les yeux les uns et les autres. Après cela, il ne doit plus subsister qu'une confiance réciproque aveugle. Tu es pris ; tu dois te laisser tuer plutôt que de dire quelque chosé qui puisse faire prendre les autres. De ce que tu diras, dépend la liberté, la vie d'un camarade : quelleque puisse être la conséquence de ton silence, les coups, la prison, la torture, tu n'as pas besoin d'avoir une balance dans la tête pour savoir de quel côté est ton devoir. Tu me diras qu'on peut te faire perdre la confiance que tu as placée en tes camarades. On se moquera de toi, tu aurais été dénoncé, les autres auront parlé, tu seras seul à t'entêter, etc. Prends garde. C'est du manque de confiance : si tu cèdes au moindre soupçon, si tu lâches un mot quelquefois, si même tu fais un geste, c'est assez pour mettre les gendarmes sur la voie de ce que tu étais prêt à tout risquer pour leur cacher.

Je subis encore une sacrée séance avant de partir. Un seul coup plus dur que les autres me fit perdre ma raison et m'arracha un : « Aïe mama ». A un moment, le gendarme me dit : « Quel entêtement ! Je voudrais avoir l'honneur de te fusiller pour voir si tu te déciderais à baisser le nez ! » Quinze jours après, c'est lui qui était tué.

☆

Dans le train, je restais debout, courbé en deux pendant que les autres étaient assis. A une station plus loin, monta un autre cabot qui l'année précédente avait été chassé de notre localité par l'action du syndicat. Il était réjoui de nous voir en si piteux état et sans le gendarme nous aurait aussi frappé : « Bon Dieu, disait-il, comme j'aurais voulu être là-haut pour m'en payer un bon coup sur cette vermine, maintenant qu'on n'est plus responsable ! »

Enfin, on nous fit débarquer. Marcher me fit du bien, Mais mes bras étaient comme deux choses mortes qui pendaient à mes manches. Près de la prison, il y avait une fontaine. Le cabot voulut nous empêcher d'y boire, mais le gendarme eut pitié de nous. Ce fut la femme d'un camarade déjà emprisonné et qui rôdait par là qui me fit boire dans ses mains.

La prison : On me retira les menottes et les ficelles; peu à peu, je recouvrai l'usage de mes mains. On m'enferma dans une cellule absolument nue. Rien pour m'étendre que les dalles de ciment humide, pas un brin de paille pour reposer mon corps douloureux. Vers cinq heures, j'eus à manger. Je restai huit jours en cellule isolé. Puis la vie de prison commença. Nous pûmes communiquer entre nous : on s'empilait dans une cellule ; on causait avec véhémence, on se reprochait ses faiblesses. Le lâche qui avait avoué le premier pleurait, l'autre faisait le bravache et ce n'en était que plus dégoûtant. Un de mes camarades arrêté à cause d'eux me dit : « J'avais bien pensé à me sauver mais quand on m'a dit le lendemain que tu n'avais pas parlé, je suis resté. » Cette preuve de confiance me rendit fier.

☆

Nous étions bien cinq cents dans la prison, tous arrêtés pour la grève. J'en ai vu qui avaient été littéralement torturés par les gendarmes et ce que j'avais enduré n'était rien en comparaison de ce qu'ils avaient souffert. Pendant une dizaine de jours, nous eûmes à manger assez bien, car le syndicat nous fit apporter des provisions du dehors. Mais nous étions trop et le syndicat devait penser aussi aux femmes et aux gosses des grévistes qui crevaient de faim. Moi je ne voulais pas me laisser abattre. Vois-tu il faut être révolutionnaire à la fois par le cœur et par le cerveau. Je sais bien que les neuf dixièmes des révolutionnaires le sont d'abord par le cœur. Quand ils viennent au Parti, c'est pour le servir du meilleur d'eux-mêmes. Ils ne demandent qu'un peu d'émulation dans la voie du sacrifice. Quand ils sont déçus, ils ne trouvent pas dans leur seul cœur la force de réagir et ils s'en vont découragés, pleins d'amertume et de scepticisme. Moi aussi à deux ou trois reprises j'ai éprouvé un tel dégoût que, les de me faire casser la gueule pour un tas de salepards qui eux s'en tiraient toujours, j'ai tout plaqué. J'ai eu tort, vois-tu et chaque fois je suis revenu. On fait ça quand on manque de confiance en soi. La révolution a aussi ses poux. C'est à nous de les tuer. Mais partir, il ne faut pas.

(Liége 12-6-25.) Julio NISTAL.
(Extraits)

Passez à nos permanences

Région parisienne: 19, rue Daguerre (au fond de la cour). Paris-14^e^. Tous les jours, de 15 h. à 19 h. 30, et le dimanche de 10 h. à 12 heures.

Lyon : Café, 4, rue de Marseille. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures.

Bordeaux : 34, cours Aristide-Briand. Bar de la Bourse. Samedi après-midi et dimanche matin.

Nantes : Café d'Alsace, r. Léon-Jamin. Tous les samedis, de 15 h. à 18 heures.

Grenoble : Café Mayousse, place Bir-Hakeim (ex-place Malakoff). Samedi, de 17 h. à 18 heures.

Clermont-Ferrand : Place Gaillard. Café National. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures. Adresser toute la correspondance à cette adresse.

Saint-Etienne: Place du Peuple. Café Leroi. Samedi, de 17 h. à 19 heures.

Epernay. — Bar des Pêcheurs, place des Martyrs-de-la-Résistance. Permanence tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 h. 30.

Marseille : Bar-dégustation Noailles, angle gare de l'Est. Vieille Bourse du Travail. Samedi, de 17 h. à 20 heures.

Angers : le dimanche matin chez Tidone, 61, rue Victor-Hugo.

Brest: P.C.I., 30, rue Kirivin, Brest. Jeudi, vendredi, samedi, de 20 h. à 23 h. Dimanche, de 10 à 12 h.

Choisy-le-Roi : Permanence tous les dimanches, de 10 h. à 11 h. Choisy-Bar, 11, rue Jean-Jaurès.

MONTLUÇON. — Bar à la Fillette, tous les samedis, de 18 à 19 heures. 20, rue de la République. Pour tous renseignements, écrire à Killisky, 2, rue des Toiles, Montluçon.

Pas-de-Calais. — Ecrire ou s'adresser à Lancrès Jean, 5, rue des Balances, à Arras.

Lille: Café-hôtel des Suisses, 35, rue des Suisses. Tous les dimanches, de 9 h. à 12 heures.

Alsace : Ecrire à Louis Rouger, Boufzheim (Bas-Rhin).

LORRAINE

Ecrire à G. PAGET.
1, rue de la Rosière,
CHAVIGNY (M.-et-M.)

MARNE

Reims. — Permanence tous les mercredis de 18 h. 30 à 20 h., Bar Emile, rue des Romains. Tél. 47-29.
Ecrire Vani, 22, rue du Collège, Châlons-sur-Marne.

CORSE

Bastia, 27, rue de l'Opéra.

RUPTURE DU TRIPARTISME...

... et GOUVERNEMENT P.S.-P.C.F.-C.G.T.

par Michèle MESTRE

NOTRE camarade J.-M. Etienne, étudiant les problèmes de la démocratie et de la constitution, a défini, la semaine dernière, le programme constitutionnel du P.C.I.

Arrêtons-nous aujourd'hui sur une question qui lui est intimement liée : celle du gouvernement, c'est-à-dire de la forme du pouvoir politique.

En août 1944, sous la poussée des masses, le visage politique de la France changea. Les grands partis, P.C.F. et P.S. d'une part, la C.G.T. de l'autre, réapparaissaient au grand jour et se préparaient à jouer un rôle dirigeant dans les affaires du pays.

Leurs forces leur permettaient de jouer ce rôle seuls.

Les travailleurs étaient prêts à les soutenir totalement : c'était l'époque des comités d'épuration, des milices, des comités d'usines.

Si les dirigeants du P.C.F., du P.S. et de la CG.T. avaient voulu, la domination de la bourgeoisie, déjà très ébranlée, aurait pu être renversée, la police et l'armée dissoutes. Une aube nouvelle se serait alors levée pour les travailleurs.

Mais les chefs staliniens et réformistes s'orientèrent dans une toute autre voie : celle de l'alliance avec la bourgeoisie. Ils continuèrent loyalement cette collaboration, sous la houlette de de Gaulle.

Aux premières élections législatives d'octobre 1945, les travailleurs donnèrent une forte majorité (10 millions de voix) aux P.C.F. et au P.S. Un tel verdict devait être logiquement l'arrêt de mort de l'alliance avec les partis bourgeois. Il n'en fut rien. La collaboration avec le Meilleur Rempart des Profiteurs (M.R.P.) commença sous le nouveau nom de « tripartisme ».

Les conséquences qui en découlèrent : amnistie pour les profiteurs de guerre, accroissement des profits patronaux, abaissement du niveau de vie des masses laborieuses, suscitèrent un réel mécontentement. Mécontentement qui s'exprime jusque dans les rangs du parti socialiste et du P.C.F.

Crétinisme parlementaire

La social-démocratie a été durement touchée : apparaissant comme la charnière du tripartisme, elle a semblé assumer l'essentiel des responsabilités. Pour se défendre, Blum et Mayer font preuve du crétinisme parlementaire le plus total : « la majorité du pays s'était exprimée, disent-ils, que vouliez-vous que nous fassions ? ».

Il est vrai que Philip a trouvé autre chose : « Nous sommes dans un régime de transition qui n'est plus le capitalisme, qui n'est pas encore le socialisme », déclare-t-il. Pauvre André Philip ! Lui qui frappe si violemment sur le P.C.F., il reprend une vieille argumentation de Thorez et de Frachon qui, eux aussi, ont expliqué que, grâce à leurs ministres, quelque chose était changé.

Il n'en est rien. Le régime capitaliste n'a pas été ébranlé. La bourgeoisie reste la classe dominante qui dispose des moyens de production (usines). Le pouvoir politique est entre les mains de ses hommes, l'armée, la police lui sont entièrement acquises. Les nationalisations telles qu'elles ont été faites ont simplement injecté du sang frais dans une économie pourrissante.

C'est de la faute aux socialistes

Mais les dirigeants staliniens sont d'une autre école que les leaders réformistes. Ils savaient très bien qu'un jour ou l'autre les travailleurs auraient conscience que la collaboration des classes était la source de leurs malheurs.

C'est pourquoi ils proposèrent à plusieurs reprises aux socialistes de rompre la coalition et de former un gouvernement à deux. Les Daniel Mayer et les Gouin refusèrent. Ça n'est pas de notre faute, dirent alors Thorez et ses amis, nous avons fait tout ce que nous avons pu.

Pour qui sait voir, la malice était cousue de fil blanc. Pourquoi, en effet, s'adresser à des gens que l'on sait sourds d'avance, alors qu'il y avait tant d'oreilles attentives. *Si les dirigeants du P.C.F. avaient voulu réellement rompre la coalition, ils auraient appelé les travailleurs à se mobiliser pour appuyer cette revendication. IL EST HORS DE DOUTE QU'UNANIMEMENT ILS AURAIENT REPONDU, DANS LES USINES PAR LA GREVE ET LES OCCUPATIONS, DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES PAR DES MANIFESTATIONS DE MASSES.* Ces arguments auraient convaincu même de pires sourds que Gouin...

Les neuf dixièmes des travailleurs socialistes auraient marché, il n'y a qu'à se rappeler toutes les résolutions pour la rupture de la coalition qui ont été votées par les sections de base.

Et puis, il y avait la C.G.T. qui groupe six millions de travailleurs. Cette C.G.T. qui, avec *juste raison*, a pris position (une position politique) sur la question d'une constitution souveraine. Il aurait suffi que Franchon appelle les syndicalistes pour qu'ils répondent et qu'ils comprennent que leurs dirigeants, à côté des dirigeants du P.C.F. et du P.S. avaient des responsabilités à remplir.

Mais les dirigeants staliniens ont encore un argument dans leur sac : « Nous défendons, disent-ils, la démocratie contre un nouveau bonapartisme ».

La politique de présence n'écarte pas le danger. Bien au contraire. Les chances de l'apprenti dictateur grandissent à mesure que les partis se réclamant de la classe ouvrière se déconsidèrent par leur politique de collaboration avec la bourgeoisie.

Les vraies raisons

La pauvre argumentation des leaders réformistes n'arrive pas à dissimuler les raisons profondes qui les ont liés au char du M.R.P. Mais, depuis la déclaration de Blum au congrès socialiste, tout le monde peut maintenant y voir très clair. « Au gouvernement, nos ministres sont les loyaux défenseurs du capitalisme », a-t-il déclaré.

Pour être plus adroits, les dirigeants staliniens n'en montrent pas moins leur objectif : placer des hommes au gouvernement et dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées et des sociétés anonymes. En ayant des yeux et des oreilles partout ils espèrent neutraliser la bourgeoisie française pour l'empêcher de constituer avec l'impérialisme anglo-saxon un bloc antisoviétique.

La rupture est progressive

Le P.C.I. appelle les ouvriers membres du P.C.F. et du P.S., les syndicalistes de la C.G.T. à exiger de leurs dirigeants qu'ils rompent la collaboration de classes.

Nous disons aux travailleurs : « Vous avez confiance dans Blum et dans Thorez, vous pensez qu'ils sont des chefs révolutionnaires... Alors, qu'ils le prouvent, qu'ils rompent la coalition avec la bourgeoisie. Votez des résolutions dans vos usines, dans vos sections syndicales, dans vos cellules leur demandant de rompre, dites-leur que vous êtes prêts à les appuyer par tous les moyens, indiquez-leur vos revendications ».

La rupture de la coalition qui ne dépend pas de cinq ou de dix voix de plus ou de moins au Parlement sera progressive, puisque les masses interviendront directement dans la lutte et que la bourgeoisie sera privée de ses appuis : les grands partis se réclamant de la classe ouvrière.

Ce qui était possible hier l'est encore aujourd'hui. La prochaine campagne électorale, les grandes grèves qui se préparent poseront à nouveau, avec acuité, la nécessité de la rupture. Le P.C.I. sera à l'avant-garde de cette revendication qui correspond à une aspiration profonde des masses laborieuses.

Un programme révolutionnaire

Mais il ne suffit pas de chasser le M.R.P., il faut préciser sur quel programme ce nouveau gouvernement appelle les travailleurs à se mobiliser. En effet, le tripartisme peut parfaitement exister sans M.R.P. Regardons un peu ce qui se passe en Angleterre où les travailleurs sont seuls au pouvoir. Ils mènent exactement la même politique que nos trois grands : leur gouvernement n'est pas autre chose qu'un gouvernement capitaliste camouflé. La collaboration avec la bourgeoisie ne se fait pas au gouvernement, mais dans la politique suivie chaque jour.

Le gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T., s'il veut représenter les ouvriers, devra appliquer un programme en leur faveur : véritable épuration, confiscation des bénéfices de guerre, nationalisations de tous les secteurs clés, expropriation des gros actionnaires, gestion sous contrôle ouvrier, blocage des prix et échelle mobile des salaires jusqu'à ce que le contrôle ouvrier sur les prix soit effectif.

Gouvernement transitoire

Le gouvernement du P.S., du P.C.F. et de la C.G.T., que Trotsky appela avec juste raison, en 1938, le gouvernement des ouvriers et des paysans a un caractère transitoire.

Gouvernement des ouvriers et des paysans, puisque ce sont eux qui, par leur intervention, imposent la rupture sur un programme révolutionnaire. Mais pas encore dictature du prolétariat puisque les travailleurs, illusionnés sur les capacités révolutionnaires des Thorez, des Blum et des Frachon, leur laissent encore les rênes du pouvoir et que le parti révolutionnaire n'a pas encore la force de remplir son rôle de conducteur.

Le gouvernement P.S.-P.C.F.-C.G.T. n'est qu'une étape vers une autre forme plus parfaite de gouvernement : la dictature du prolétariat.



DU MONDE ENTIER



LA PAIX par les États-Unis socialistes

L'UNITE économique, après avoir été la bourgade, la province, la nation, devrait être aujourd'hui le monde entier. A l'époque de l'industrie géante, des transports rapides, l'économie mondiale devrait être réglée par un plan unique, dirigé vers la satisfaction des besoins de tous; la gestion capitaliste anarchique et morcelée par les frontières accumule les catastrophes, dirigée vers le profit d'une minorité. Par ailleurs, l'attachement des peuples à leur langue, la gravité actuelle des antagonismes nationaux impose que l'organisation mondiale respecte l'autonomie culturelle et administrative des peuples. A cette double considération d'unité économique et de morcellement administratif nécessaire correspondent les notions d' « Etats unis », de « fédérations des peuples » — notions que nous devons préciser.

HYPOCRISIES CAPITALISTES

Si le capitalisme fut, au dix-neuvième siècle, capable de réaliser, d'une façon brutale mais efficace, les Etats-Unis d'Amérique, il n'est plus actuellement capable d'aucune réalisation dans ce sens; bien plus, des unités économiques déjà établies comme celle de l'Angleterre et des Dominions sont compromises.

Nous avons vu, dans un précédent article, que les vainqueurs de 1918 prétendirent organiser l'Europe et ne surent même pas maintenir les liaisons économiques établies par l'empire austro-hongrois. Nous avons vu les résultats effroyables de l' « unification » de l'Europe sous l'impérialisme hitlérien. Actuellement, nous voyons certains politiciens présenter le futur statut de l'union française comme celui d'une fédération économique des peuples libres ! Peuples libres les Annamites dupés politiquement et écrasés physiquement, les Arabes massacrés à Sétif ? Fédération économique, un système où les capitalistes de la métropole délèguent à des colons ou à des vassaux indigènes le soin d'exploiter les masses à leur profit ? D'ailleurs, lorsque Ferhat Abbas — provisoirement soutenu par le P.C.F. — parle sérieusement à la Constituante de Fédération entre la France et une Algérie libre, il provoque les cris et les gesticulations de la grande majorité de l'assemblée, scandalisée à l'idée d'une Algérie libre !

INTERNATIONALISME BELANT

Bien des gens déplorent ces méthodes capitalistes. On voit certains moralistes émettre pieusement le vœu que les hommes bannissent de leur cœur la haine et l'envie. On voit surtout certains socialistes proposer des solutions claires et nettes et conclure : « ils » ne le font pas. Pourquoi ? parce que « ils » ce sont les organismes du capitalisme, conférences interministérielles, O.N.U., etc...

INTERNATIONALISME MILITANT ET PROLETARIEN

Les révolutionnaires proposent aussi des solutions, mais ils proposent en même temps les moyens de les réaliser. Or rien n'est réalisable tant que les ententes entre peuples seront confiées à des gouvernements bourgeois, à des ministres qui ne sont que l'expression diplomatique de la puissance égoïste du capital. Seuls pourront se fédérer effectivement des Etats socialistes. Gardant chacun leur autonomie administrative, ils organiseront une pleine fixation économique unique.

Notre internationalisme a une raison d'être immédiate en permettant aux exploités de tous les pays d'unir leurs forces par-dessus les frontières; aux prolétaires français de venir en aide aux peuples vietnamiens, nord-africains, etc... Mais son rôle ne s'arrêtera pas là : nous savons que la Révolution ne se fera pas tout d'un coup sur la terre entière. Certains pays la feront avant d'autres et leur situation sera de ce fait très difficile et précaire. Pour pouvoir attendre le renforcement du socialisme dans le monde, ces pays devront d'une part s'appuyer les uns sur les autres, se fédérer économiquement; d'autre part, compter sur le soutien actif des prolétariats non encore émancipés. Surtout pour de petits pays le recours à un impossible nationalisme serait la ruine inévitable.

Rappelons l'exemple qu'a donné l'U.R.S.S. en 1918. Lénine affirmait alors qu'il y avait pour les révolutionnaires russes eux-mêmes un devoir plus pressant que la défense immédiate du régime soviétique en Russie : c'était la préparation de la révolution allemande. Pour permettre aux travailleurs allemands de soutenir un éventuel blocus capitaliste, des millions de boisseaux furent mis de côté pour eux par l'U.R.S.S. malgré les difficultés de son propre ravitaillement. Mais la révolution allemande échoua, l'U.R.S.S. resta isolée et son régime politique dégénéra. Aujourd'hui, les bureaucrates soviétiques utilisent les aspirations sociales des opprimés pour son jeu diplomatique mais non pour la révolution quand ils ne les abandonnent pas comme ce fut le cas en Grèce en 1944-45.

Après la prise du pouvoir comme avant, les masses feront leur la devise bientôt centenaire de Karl Marx : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

L. Schwartz

A NUREMBERG le procès se termine mais Rudenko garde toujours le silence

VOILA des mois que nous faisons appel à M. Rudenko, procureur soviétique au tribunal de Nuremberg. Des mois que nos camarades anglais et notre camarade américain, l'avocat Goldmann, lui demandent, à lui et à sir Lawrence, président du tribunal, de bien vouloir interroger les criminels de guerre nazis sur les « rapports » qu'ils auraient eus avec Trotsky et les dirigeants bolcheviks fusillés par Staline de 1936 à 1938, après la farce macabre des procès de Moscou. Des centaines de signatures de militants ouvriers, de responsables syndicalistes, d'écrivains et d'intellectuels anglais et américains ont appuyé notre requête. C'était là une occasion magnifique pour M. Rudenko, au nom de Staline, d'apporter la preuve aux travailleurs du monde entier que les trotskystes avaient été les agents de Hitler et de la Gestapo. Les archives nazies étaient — et sont encore — à la disposition du tribunal, et toute la lumière pouvait être faite sur la collusion « hitléro-trotskyste ». Le ministre Rudolph Hess, lui-même, qui aurait eu des contacts particuliers avec les émissaires de Trotsky, était là, dans le box des accusés, et pouvait répondre à toutes les questions que M. Rudenko aurait bien voulu lui poser. Mieux encore : les quelques rescapés des procès de Moscou, Bessonov, Radek, pouvaient être tirés des isolateurs où la bureaucratie stalinienne les laisse croupir, et être confrontés avec les chefs nazis, dont Staline affirme qu'ils ont été les complices. Mais rien n'est venu. Nous avons attendu vainement. Sir Lawrence n'a pas daigné nous répondre. Et M. Rudenko est resté silencieux. Peut-être a-t-il pensé un instant à fabriquer quelques « preuves » dans le genre de celles qui ont été produites aux procès de Moscou. Peut-être a-t-il même pensé à faire « avouer » une nouvelle fois les oppositionnels brisés dans les prisons staliniennes. Mais, en plein tribunal international, c'était jouer gros jeu.

Aujourd'hui, le procès de Nuremberg est terminé. Les monstrueux criminels nazis attendent la sentence, après un jugement d'une longueur telle qu'il en était une insulte à la mémoire des millions de victimes des camps de concentration. Mais, malgré nos demandes pressantes et réitérées, on n'a pas interrogé les tueurs nazis sur leurs « liaisons » avec Trotsky ou ses « émissaires ». Tout l'appareil macabre des procès de Moscou contre la vieille garde bolchevique apparaît maintenant aux derniers qui doutaient.

Le silence de M. Rudenko est, celui-là, un véritable aveu.

DEMAZIERE.

Camarade sympathisant, lecteur, LA VERITE doit se faire l'écho de toutes les luttes, de toutes les expériences de la classe ouvrière. **Ecris-nous 19, rue Daguerre. SUF 62-31**

Contre la Terreur Blanche, s'organise la nouvelle résistance grecque

(Reportage par Jean-Paul MARTIN) **(2)**

A la date du 27 août 1946 on établissait ainsi le bilan de cent quarante-trois jours du gouvernement promonarchiste de Tsaldaris :

Tués : 579 ; blessés graves : 415; torturés : 1.664; disparus, enlevés par les bandes réactionnaires : 39 ; déportés aux différentes îles : 1.266 ; nouveaux détenus dans les prisons : 3.942.

Malgré cette ampleur de la terreur blanche organisée à travers tout le pays, l'esprit combattif des masses grecques n'est pas brisé.

Les deux années qui se sont écoulées depuis la défaite du soulèvement de décembre 1944 ont été remplies par une série de luttes de la classe ouvrière qui ont atteint plusieurs fois le niveau de la grève générale.



Bevin au service du roi Georges.
Un manifestant de l'E.A.M. arrêté par un soldat britannique en décembre 1945.

Le prolétariat grec, comme c'était le cas durant les événements de décembre 1944, n'a pas bénéficié d'une aide directe de la part du prolétariat européen et mondial et d'autre part, il avait à lutter non seulement contre les forces de la réaction grecque, mais aussi et surtout toutes les forces de l'impérialisme britannique qui dominent le pays. Dernièrement encore, en juillet et en août 1946, plusieurs grèves partielles ont éclaté à Athènes, Le Pirée, Salonique et autres centres industriels de la Grèce.

Parallèlement à ces luttes ouvrières se développe de nouveau dans le nord montagneux du pays, dans la région de l'Olympe, de l'Epire, et des frontières yougoslave-bulgaro-grecque, un nouveau maquis. Ce maquis est composé d'une part des innombrables anciens partisans de l'ELLAS qui ne veulent pas ou ne peuvent pas reprendre la vie légale, et d'autre part, par de nouvelles recrues parmi les paysans terrorisés par la police, l'armée ou les bandes réactionnaires.

Les opérations militaires de grand style, avec la participation des 2e et 3e corps d'armée grecque et sous la supervision des généraux anglais, « instructeurs et organisateurs de la nouvelle armée grecque » ont été dernièrement déclenchées contre ce maquis. L'armée aidée par l'aviation munie des tanks, des lance-flammes et des canons, a livré plusieurs batailles rangées contre ces nouveaux partisans et durant toute la dernière moitié du mois de juillet et le mois d'août, les journaux d'Athènes publiaient quotidiennement un « communiqué de guerre » sur la marche des opérations ! Des villages entiers, souvent volontairement abandonnés par leurs habitants à l'approche de l'armée pour trouver refuge dans les montagnes, ont été incendiés en guise de représailles par leurs nouveaux conquérants.

Le mouvement ouvrier

Dernièrement le gouvernement Tsaldaris pour donner encore une preuve des garanties et des conditions démocratiques dans lesquelles il préparait le plébiscite pour le retour du roi, prétextant que la direction de la C. G. T. grecque a été élue irrégulièrement lors de son dernier 8e congrès Penelladique, l'a remplacé par une direction nommée par le ministre du Travail, ainsi que les directions élues de tous les syndicats.

Cet acte arbitraire révoltant a provoqué une très vive indignation de la classe ouvrière qui a riposté par une grève générale de 24 heures à Athènes et au Pirée.

Politiquement le mouvement ouvrier grec est organisé dans les partis suivants :

Le parti communiste grec ;
Le parti socialiste grec ;
Le parti archiomarxiste ;
Le parti communiste internationaliste.

Le parti communiste

Le parti communiste grec est de loin le parti le plus fort et qui a développé durant la guerre, par le mouvement de « Résistance » son influence sur une grande partie de la paysannerie dans les campagnes, et la petite bourgeoisie ruinée des villes.

Le parti communiste avait atteint son apogée immédiatement après la « libération » de la Grèce, en octobre 1944, et avant les événements de décembre. Après la défaite et l'accord de Varkiza, son influence a diminué rapidement, pour s'accroître légèrement de nouveau à la suite de l'aggravation de la situation économique du pays et des excès de la réaction.

Depuis mai 1946, ce parti traverse manifestement une profonde crise intérieure par le développement d'une opposition à la tête de laquelle se trouvent une série d'anciens membres du parti tels que Petsopoulos, et des militants de la « Résistance » ayant acquis à leurs exploits un grand prestige parmi les membres de base du parti tels que Orestis et Zacharias.

Sa thèse, qu'il développe quotidiennement tout le long des colonnes de son organe central *Rizospastis*, est la suivante : c'est la réaction monarchiste qui a aujourd'hui intérêt à pousser et à amplifier la guerre civile. Nous, nous disons au peuple : « Il n'y a pas des monarchistes et des démocrates, des gens de droite et des gens de gauche. Il n'y a avant tout que des Grecs. Grecs de tous les partis, ne faites pas le jeu de la réaction, réconciliez-vous, etc... ».

Le parti socialiste

Le parti socialiste grec est un produit récent des reclassements sociaux et politiques qui ont eu lieu dans le pays durant la guerre.

Quand le parti communiste a pris la tête du mouvement de la « Résistance » et a créé l'E.A.M., il a créé de toutes pièces, ou il a favorisé la création d'un éventail de partis « démocratiques » et « socialistes » qui lui ont servi de couverture. Parmi ces partis socialistes le plus important est devenu celui qui est présidé aujourd'hui par le professeur Svolos et par Tsizimokos qui provient de l'aile gauche du parti libéral de Vénizelos.

Les autres partis ouvriers

Le parti archéomarxiste faisait avant la guerre partie du bureau de Londres et aujourd'hui il est à la recherche d'une internationale.

Son influence est restreinte à certains milieux ouvriers d'Athènes, du Pirée et de Salonique, et il édite un journal hebdomadaire *Lutte des Classes*.

Il y a enfin le parti communiste internationaliste qui adhère au programme de la IVe internationale et qui est le produit d'une unification récente entre trois organisations trotskystes distinctes.

Le parti édite le journal hebdomadaire *Lutte Ouvrière* et collabore avec les archiomarxistes sur le terrain syndical. Dans son manifeste du Congrès d'Unification qui a eu lieu fin juillet, il proclame la nécessité de la formation d'une alliance ouvrière dans le but de lutter contre le retour du roi, pour le vote de la république au moment du plébiscite, pour la dissolution du parlement truqué actuel et l'élection d'une assemblée constituante, pour les revendications économiques et politiques des masses, pour les milices ouvrières contre la terreur blanche, pour l'amnistie générale.

Au secours du prolétariat grec

La bourgeoisie n'espère restaurer la puissance économique de la Grèce, et l'impérialisme britannique ne peut consolider sa domination dans cette partie stratégique des Balkans et de la Méditerranée sans un régime « fort » qui vienne à bout des luttes et de la résistance des masses.

Ce régime « fort » que prépare la bourgeoisie et qu'elle veut couronner en le consolidant en même temps par le retour du roi, malgré la terreur et les mesures qui frappent les masses, n'a pas une base de masse telle qu'on puisse le caractériser comme fasciste.

Nous assistons à la naissance d'une dictature militaire et policière de la pire forme.

LES DIFFICULTÉS DE STALINE EN U.R.S.S.



La fin d'une région prospère

La liquidation des deux républiques n'a pas consisté seulement en un acte juridique. Leurs habitants — dit le décret — ont été transférés dans d'autres parties de l'U. R. S. S.,

Pendant ce temps, des paysans des provinces centrales ont été transférés en Crimée pour y exploiter les vignes, les vergers et les plantations de tabac « abandonnés » par leurs prédécesseurs. Mais, habitués à cultiver le lin et le seigle, ils ont été naturellement déconcertés par les problèmes nouveaux auxquels ils ont dû faire face. A en croire la « Pravda » du 1er juillet, les autorités locales aidèrent très peu les immigrants. De telle sorte que le travail de deux districts agricoles de Crimée, qui aurait dû être terminé avant la fin de l'hiver dernier, ne l'était pas encore au début de juin, alors que dans trois autres districts la culture avait été purement et simplement abandonnée. A cette date, un certain nombre des fermes collectives nouvelles attendaient encore les actes concernant le transfert de la terre ; soixante-trois d'entre elles — seulement — avaient finalement obtenu la terre qui leur revenait pour l'avenir et pouvaient ainsi commencer à répartir le travail.

Il semble bien que la Crimée, une des régions les plus prospères de l'Union, après avoir été ravagée par la guerre, a reçu de ce fait le coup de grâce. Et la « Pravda » a beau accuser les « autorités locales », il n'en reste pas moins que de telles situations sont imputables uniquement à la politique bureaucratique et inhumaine du Kremlin.

Sous la bannière du socialisme

Et voici que la presse soviétique annonce de nouveaux procès, dirigés, cette fois, contre des fonctionnaires coupables de malversations. Le 7 août, les « Izvestia » annonçaient que trente-deux années de prison avaient été infligées à cinq fonctionnaires accusés de détournements. Dans la même édition, le journal se faisait l'écho de la campagne d'épuration menée par le gouvernement soviétique contre des fonctionnaires chargés d'administrer les fermes collectives, les centres d'équipement agricole et les districts agricoles.

Des administrateurs du ministère de l'Agriculture sont accusés d'avoir détourné de grandes quantités d'essence, en remplissant des formulaires pour demander du carburant pour des tracteurs qui... n'existaient plus. Des administrateurs du ministère de l'Industrie lourde sont accusés d'avoir détourné de grandes quantités de charbon. La même accusation de détournements (certains directeurs d'entreprises sont accusés d'avoir détourné de fortes sommes d'argent en déclarant un rendement supérieur au rendement réel, ce qui leur permettait de toucher des primes supplémentaires) pèse sur des fonctionnaires de l'usine d'équipement métallurgique de Dnieprope-trovsk, de l'usine Diesel, du trust charbonnier de Schekin, de l'usine d'automobiles Katek, de l'usine de conserves de viande de Novosibirsk, du ministère des Produits alimentaires, du ministère de l'Air et du ministère de l'Equipement agricole. Le ministre de l'Equipement agricole, B. L. Vannikov, a déjà été limogé.

L'inertie et le gaspillage bureaucratiques ne sont pas l'une des moindres difficultés que rencontre la construction de l'Union soviétique. L'abandon du contrôle ouvrier mène à la suprématie du bureaucrate. Et le bureaucrate tout-puissant est alors livré aux tentations infernales du marché noir. Comment y résister lorsque tant de paysans enrichis cherchent à se débarrasser de leurs roubles ? Le Topaze soviétique n'est pas d'une autre origine que son collègue français ou américain.

La première grève officielle depuis vingt ans

Le 6 avril dernier, le même organe se faisait l'écho d'une grève de courte durée qui venait d'éclater dans l'atelier de polissage et dans l'atelier de galvanoplastie d'une usine de Moscou. La cessation du travail avait été ordonnée par le comité central du syndicat de l'électricité. Le motif en était le mauvais fonctionnement du système de ventilation qui, depuis deux ans et demi, avait nécessité plusieurs démarches de délégués du personnel auprès du directeur de l'entreprise. Mais celui-ci n'avait jamais rien fait. Le comité central du syndicat exigea alors un nouveau système de ventilation et d'autres remèdes encore. Une fois de plus, le directeur promit de faire le nécessaire, mais ses promesses restèrent lettre morte. C'est ainsi qu'il fallut recourir à la grève.

Un seul obstacle

Voilà donc signalés quelques-uns des obstacles. En fin de compte, ils se résument en un seul : le « bureaucratisme ». C'est le « bureaucratisme » qui engendre la méfiance poussée à l'absurde, jusqu'à la déportation de millions de paysans ; c'est le « bureaucratisme » qui permet à des malins de détourner des stocks indispensables à la reconstruction vers un marché noir fructueux ; c'est le « bureaucratisme » qui est responsable de l'insouciance de ces hauts fonctionnaires qui jouent avec la liberté et avec la santé des ouvriers russes.

S. Rochal

(*Voir* La Vérité n° 137)

EDITORIAL (suite)

C'EST dans ces conditions que le congrès aura à définir les mots d'ordre revendicatifs (revalorisation, échelle mobile, contrôle ouvrier, etc.) et transitoires sur lesquels le P.C.I. appellera les masses à lutter pour satisfaire, à la fois, leurs revendications immédiates et pousser au renversement de l'équilibre capitaliste.

Le congrès devra encore élaborer un programme de revendications démocratiques dont les travailleurs devront se faire les défenseurs pour interdire à la bourgeoisie toute tentative de légaliser dans la constitution les futurs coup d'Etat de de Gaulle et se garantir des conditions meilleures pour la conquête du pouvoir ouvrier.

Enfin, il s'attachera à définir une stratégie des grèves capable d'armer le parti dans son intervention vigoureuse pour la défense des intérêts des travailleurs.

La stratégie et la tactique définies par le congrès dans les questions de la politique générale, dans celle de l'U.R.S.S. et du stalinisme comme dans tous les domaines où s'exerce le travail du parti (syndicats, jeunes, agit - prop, presse, etc.) issues de la discussion et de l'échange de vues entre les tendances, prouveront encore une fois l'unité et la force du parti qui veut être le parti de la révolution prolétarienne en France.

LA CONFÉRENCE DE DALAT

Tentative d'étranglement de la République du Viet-Nam

LE moine sanglant d'Argenlieu, poursuivant en Indochine la politique de la bourgeoisie et du gouvernement de la France impérialiste, vient de mener à terme la seconde conférence de Dalat dont la convocation a provoqué la cessation des pourparlers de la conférence de Fontainebleau.

La convocation de la conférence de Dalat était bien, comme l'ont déclaré les représentants du gouvernement Viet Minh à Fontainebleau, en contradiction avec les accords du 6 mars. Le gouvernement Viet Minh devait discuter à Paris du statut de la république du Viet-Nam au sein de l'« Union française », et la conférence de Dalat est une tentative, sur la base de l'utilisation de représentants cambodgiens, laotiens et du pitoyable « gouvernement autonome de Cochinchine », tous aux ordres de l'impérialisme français, de ses moines et de ses tueurs galonnés, de fixer, par dessus les résultats éventuels de la conférence de Fontainebleau, les frontières les plus étroites possibles à l'activité « autonome » de la république du Viet-Nam. En particulier, c'était sanctionner, avant toute discussion au sujet du referendum en Cochinchine pour le ratachement ou non de celle-ci au Viet-Nam, l'existence d'un gouvernement autonomiste aux ordres de d'Argenlieu, gouvernement qui n'a aucune autorité dans le pays, si ce n'est celle que lui confère l'appui des tanks de l'armée Leclerc.

Un examen rapide des résultats de cette conférence met en lumière la duplicité du gouvernement qui, prétendant appliquer « loyalement » les accords du 6 mars, poursuit, en fait, grâce au caractère capitulard des conditions de ce compromis, une politique de reconquête à froid de la « perle de l'Empire ».

Clauses économiques. — On sait que le gouvernement Viet Minh avait lui-même mis le doigt dans l'engrenage en garantissant le 6 mars le maintien des intérêts économiques de l'impérialisme français dans le Viet-Nam. Mais d'Argenlieu s'est empressé de mettre au clair cette question. La conférence de Dalat prévoit :

« Le rétablissement du « statu quo ante » pour les entreprises françaises réquisitionnées ou aliénées par le gouvernement de la république du Viet-Nam ;

» Le statut juridique des entreprises françaises, du point de vue du principe de la propriété, ne devra pas être modifié sans l'accord du gouvernement français... « qui accueillera sur ce point les suggestions que pourront lui faire les Etats fédérés » (!) ;

» Les entreprises françaises ne devront faire l'objet, directement ou indirectement, d'aucun régime discriminatoire, qu'il s'agisse de fiscalité, de statut de la main-d'œuvre, ou de tout autre élément intervenant dans les conditions économiques de la production. » (Cela signifie, en fin de compte, l'impossibilité pour ces pays de développer une industrie propre, leur retard ne leur permettant pas, dans de telles conditions, de concurrencer dans la moindre mesure l'impérialisme français sur leur propre territoire.)

» Les concessions minières seront accordées par les gouvernements nationaux, sous réserve qu'un accord préalable sera nécessaire lorsqu'il s'agira de concessions octroyées aux ressortissants étrangers ou aux sociétés étrangères. » (Régime de chasse gardée, interdisant à ces pays de traiter économiquement sur des conditions éventuellement plus avantageuses avec d'autres puissances impérialistes.)

Ces conditions économiques ne sont pas seulement la négation de l'indépendance, revendication que le Viet Minh lui-même a rangée au magasin des accessoires, mais le terme « autonomie » lui-même apparaît comme une honteuse plaisanterie que ni les masses indochinoises, ni les travailleurs français ne doivent tolérer.

Clauses politiques. — Deux extraits suffiront :

« Une Cour fédérale suprême est instituée, composée : d'un président nommé par le président de l'Union française ; de membres désignés, moitié par le haut-commissaire, de préférence parmi les professeurs de la Faculté de droit et les hauts magistrats, moitié par les gouvernements fédérés ;

» Dans les litiges entre deux ou plusieurs Etats fédérés, la Cour suprême comportera seulement les membres désignés par le haut-commissaire et les membres désignés par les Etats en litige. »

Cela signifie que, quelle que soit, disons, la « compréhension » dont fera preuve le gouvernement Viet Minh, il est à l'avance garanti qu'en toute occasion, la république du Viet-Nam sera minorisée automatiquement, quoi qu'il arrive.

» Pendant ce temps-là, nos socialistes et « communistes français » se bornent à réclamer « l'application loyale des accords du 6 mars » qu'eux-mêmes savent fort bien être à eux seuls l'enterrement de toute perspective d'indépendance ou même d'« autonomie » de la république du Viet-Nam.

Les travailleurs français ne collaboreront pas à la trahison socialo-communiste envers le peuple vietnamien. Ils exigeront :

— Le rappel immédiat de d'Argenlieu ;

— Le referendum immédiat en Cochinchine, contrôlé par les représentants du Viet Minh, les syndicats indochinois et la Fédération mondiale des syndicats ;

— Le retrait des troupes d'Indochine.

R. DASSAC.

Légalisation du P.P.A.! Pleine liberté d'action pour Messali HADJ

LA Fédération de France du P.P.A communique :

L'attitude des pouvoirs publics à l'égard du leader algérien Messali Hadj revêt un caractère de plus en plus incompréhensible. La liberté de Messali a été proclamée à différentes reprises et dans des circonstances telles qu'aucune contestation ne peut être justifiée.

Or on lui interdit de rentrer librement à Alger en faisant état d'une interdiction de séjour prononcée par les tribunaux de Vichy en 1941.

Actuellement à Paris, il est l'objet d'une surveillance policière qui revêt tous les caractères de la provocation. En effet, tout le quartier où réside Messali est envahi par les policiers. Ils sont dans la rue et jusque dans l'immeuble même. Avec ostentation, plusieurs voitures stationnent en permanence sous les fenêtres de Messali et se lancent à sa poursuite lorsqu'il se déplace dans Paris. Est-ce là ce qu'on appelle la liberté ? La mesure est en elle-même injustifiée et inutile.

Mais où la provocation paraît évidente, c'est lorsque ces policiers poussent l'audace jusqu'à pénétrer dans une maison où Messali est reçu et entr'ouvrent la porte de l'appartement où il se trouve. S'imagine-t-on que de telles méthodes laisseront longtemps les gens indifférents ? Où veut-on en venir ?

A travers Messali, ces mesures d'intimidation atteignent la dignité même du peuple algérien qui ne peut rester insensible et dénotent chez leurs auteurs un état d'esprit qui s'apparente étrangement à celui des responsables de l'ordre fasciste dont le peuple français et tous les démocrates ont tant souffert.

La duplicité des autorités impérialistes envers Messali est mise en lumière par le fait qu'à de nombreuses reprises on avait déclaré à Messali depuis sa libération qu'il était parfaitement libre. Le ministre de l'Intérieur a fait la même déclaration à la Constituante, lors du débat sur l'Algérie, en réponse à une question posée par les élus des Amis du Manifeste (groupe de Ferhat Abbas). Le député communiste algérien Fayet avait auparavant reçu la garantie par le ministère de l'Intérieur qu'aucune restriction ne subsistait à l'entière liberté de Messali. En fait, les autorités françaises, cédant à la pression des masses algériennes, se sont vues obligées de libérer Messali, mais elles entendent se servir des anciens décrets de dissolution du P.P.A. et des anciennes condamnations portées contre Messali Hadj, pour maintenir une épée de Damoclès permanente sur la tête des militants et des dirigeants du P.P.A.

La panique de l'impérialisme français devant une reprise ouverte de l'activité du P.P.A. en Algérie s'exprime par le fait que le maire d'Alger, le général Tubert, vient d'exhorter la population à ne pas manifester au cas d'un retour éventuel de Messali à Alger.

Le parti communiste internationaliste, section française de la IVe Internationale, a adressé une lettre à diverses organisations coloniales anti-impérialistes et aux partis socialiste et communiste, pour envisager un meeting commun de protestation contre le maintien du décret d'interdiction de séjour contre Messali Hadj et contre la non-revision du décret de dissolution du Parti du Peuple Algérien. Le parti socialiste et le parti communiste n'ont pas répondu à cet appel.

Attentats fascistes aux U.S.A.

Le 25 juillet, le groupe de Detroit du Socialist Workers Party organisait une réunion à son siège sur les préparatifs de guerre contre l'Union Soviétique.

Une centaine de personnes assistaient à la réunion. Soudain, le feu jaillit dans l'escalier. D'après des passants dans la rue, deux hommes avaient lancé un liquide à l'entrée et dans l'escalier conduisant à la salle de réunion et l'on vit ces deux hommes mettre le feu au liquide inflammable qu'ils avaient répandu.

Le groupe local du S.W.P., qui avait pris une part active dans toutes les luttes grévistes ainsi que dans les manifestations contre les organisations de type fasciste, telles que celles de G.L.K. Smith, le Ku-Klux-Klan, la légion noire, etc., a dénoncé les organisations fascistes comme responsables de l'attentat contre son local. Il fait également appel aux organisations ouvrières et notamment au C.I.O. pour enquêter sur cette affaire et pour organiser des groupes ouvriers de défense, afin de protéger les locaux et les meetings ouvriers.

L'affaire Passy

Suite de la 1re page

Lavez le linge sale sur la place publique !

Presque toute la presse s'apitoie sur le sort de Passy. L'*Aube* répond ironiquement que ceux qui étaient à Büchenwald en ont vu d'autres ! Cet aspect cynique de la charité chrétienne contraste singulièrement avec les habitudes douceureuses de la maison des Révérends Pères. Ce qui est certain, c'est que Bidault a violé sa propre légalité, par peur du scandale. Passy refuse l'immolation et l'étouffement. Il veut être jugé. Très bien. Mais l'*Epoque*, qui a pris fait et cause pour Passy, réclame sa comparution devant un tribunal militaire, tribunal secret, bien entendu ! Bidault et Passy ne sont pas d'accord sur la juridiction, mais ils sont d'accord sur un point essentiel pour eux : régler les comptes en famille, dans le plus grand secret.

C'est au peuple qu'il revient d'imposer :

LE PROCES PUBLIC DE L'AFFAIRE PASSY AVEC LE TEMOIN DE GAULLE...

Cela n'apprendra rien à l'Intelligence Service qui sait tout. Mais le peuple s'instruira.

Que nous préparent les Constituants ?

LA Constituante aborde dans l'indifférence générale les problèmes de la deuxième Constitution.

L'indifférence qui existe dans la classe ouvrière a été volontairement entretenue non seulement par la bourgeoisie, mais aussi par les représentants des deux grands partis qui se réclament de la classe ouvrière.

Grâce à cette indifférence, la bourgeoisie s'emploie d'autant mieux à tisser la corde avec laquelle elle étranglera les libertés démocratiques existantes.

De leur côté, les grands partis dits ouvriers ne veulent pas mobiliser les masses dans le combat pour les mots d'ordre démocratiques véritables comme : pas de Sénat, abolition de la présidence de la République, dissolution de l'armée et de la police, reconstitution des gardes civiques républicaines. Les représentants des deux grands partis veulent « défendre » la démocratie parlementaire bourgeoise à coups d'amendements et de conciliabules parlementaires. Ils savent que la mobilisation des masses crèverait l'enveloppe de cette démocratie formelle et ouvrirait la route vers l'institution des véritables libertés. C'est cela que cherchent à éviter les Blum et les Auriol, les Thorez et les Duclos, qui veulent être les « gérants loyaux » du régime capitaliste.

Les difficultés grandissantes de la bourgeoisie française, en face d'un prolétariat qui n'a pas été battu et des masses coloniales qui s'insurgent contre les exploiteurs colonialistes, la poussent à construire une Constitution qui lui permette d'étouffer les libertés démocratiques. La démocratie à l'époque de l'impérialisme est un luxe dont la bourgeoisie veut se débarrasser.

Mais la haine du fascisme est trop vivace dans les masses pour qu'une tentative de l'instaurer ne voit pas se dresser contre elle l'ensemble des travailleurs.

Il s'agit donc pour les agents du capital d'amoindrir les pouvoirs des institutions démocratiques élues (où la pression prolétarienne se fait tout de même sentir) par le moyen d'un Sénat, d'un exécutif fort.

Il s'agit de réduire à l'avance les frais généraux qu'entraînera demain la tentative d'instaurer un gouvernement bonapartiste, en donnant au futur dictateur le prétexte légal d'un coup de force.

Certes, de Gaulle, le directeur de conscience de la réaction, juge insuffisant le projet du M. R. P. Fort de la capitulation tacite des partis ouvriers, il exige la légalisation en termes clairs de son futur coup d'Etat. Mais c'est là essentiellement une manœuvre adroite destinée à minimiser encore la résistance parlementaire des partis ouvriers et à masquer encore les projets de la bourgeoisie.

Que font ceux-ci ? Ils multiplient les amendements. En réalité, ils couvrent de fleurs le tapis que le M. R. P. déroule sous les pas du candidat dictateur, au lieu d'appeler les masses à se mobiliser pour exiger le respect de la souveraineté populaire.

Si, en « démocrates conséquents », ils estiment que la « souveraineté du peuple réside dans le peuple », qu'attendent-ils pour en appeler à lui afin de défendre les libertés qu'on veut lui arracher : **pas de Sénat, pas de président de l' « Union française », une Assemblée unique** dont les élus seront constamment révocables par leurs mandants est le seul moyen d'exprimer clairement la volonté populaire en toute circonstance.

Qu'attendent-ils pour appeler le peuple travailleur à se donner les moyens de défendre lui-même l'exercice de sa souveraineté ? Pas d'armée permanente, pas de police mercenaire. Reconstitution des milices populaires et des gardes civiques.

Qu'attendent-ils pour exiger la nationalisation de toutes les banques et des industries-clés, et les soumettre au contrôle ouvrier afin de briser la dictature de l'oligarchie financière.

Toute autre politique constitue une capitulation pure et simple devant le futur Napoléon IV. Se refuser à faire appel au peuple lorsque les libertés de celui-ci sont menacées, c'est en réalité se faire le complice de son étranglement.

Aucun amendement ne sauvera les réformistes et les staliniens de la responsabilité qu'ils acceptent froidement, celle d'œuvrer à l'établissement d'un carcan qui enferme les libertés de la classe ouvrière et qui la livre tôt ou tard sans défense devant le coup d'Etat d'un Bonaparte.

J.-M. ETIENNE.

AVEC LES MÉTALLOS DE RATEAU

« LA GREVE EST NOTRE SEULE ARME »

déclare un ouvrier à Pierre Boussel

DIX-SEPT heures. Coup de téléphone. Grève chez Rateau. Je pars immédiatement. Arrivé à l'usine, étonné, je demande au piquet si véritablement il y a grève, car l'usine a l'air de tourner.

— Les délégués sont actuellement en discussion.

— *Mais l'usine travaille ?*

— Oui, la direction ne veut discuter qu'à condition que l'usine marche.

— *Comment le mouvement s'est-il déclenché ?*

— Mardi, notre délégation est montée à la direction. Les premières propositions patronales étaient celles-ci : 14,5 % d'augmentation pour les manœuvres, 17,3 % pour les ouvriers spécialisés et les professionnels. La direction, à la fin, proposa 17,3 % pour tous, en augmentant de 1 franc les manœuvres Les délégués sont passés dans les ateliers et ont rassemblé tous les ouvriers syndiqués et non syndiqués. La réponse unanime fuse : on ne marche pas, cela fait suffisamment de temps qu'on nous mène en bateau. Il nous faut les 25 %, et, pour les faire aboutir, *comme les postiers ont fait : grève jusqu'à complète satisfaction.* Ce matin, à 9 heures, réunion dans la cour. On continue jusqu'au bout.

— *Avez-vous élu un comité de grève ?*

— Oui, la délégation s'est élargie pour discuter et diriger le mouvement. Avec les secrétaires de sous-section et un ou deux ouvriers par collège, les délégués ont constitué le comité de grève.

— *Comment fonctionne le comité de grève ?*

— Un bureau a été élu, composé d'un secrétaire, d'un responsable général au service d'ordre s'appuyant sur plusieurs responsables, des responsables au ravitaillement, à la sécurité et à la propagande.

— *Tous les ouvriers participent-ils au mouvement ?*

— Avec les 1.800 à 2.000 ouvriers de chez Rateau-La Courneuve, s'est jointe la succursale du Pré-Saint-Gervais. Tous les ouvriers ont marché d'enthousiasme. Même les syndiqués à la C.F.T.C. ont désavoué leurs responsables qui acceptaient les propositions patronales.

— *Quels sont les résultats de la journée ?*

— De 9 heures du matin à 11 h. 30, grève. La direction s'opposait à ce que le comité de grève, où est représenté l'ensemble du personnel, participe à la discussion. Devant la fermeté du comité de grève, la direction a cédé.

» A 11 h. 30, on reprend le travail, et à 13 heures, le comité de grève rend compte de la délégation. La direction, ne voulant pas discuter sans l'appui de l'inspecteur du travail, les gars décident de continuer la grève. A 15 heures, François, responsable du syndicat des métaux de La Courneuve, arrive au moment où l'inspecteur du travail discute avec le comité de grève. François déclare aux ouvriers qu'il a peine à croire que la direction acceptera de discuter si la grève se poursuit. Unanimement, les ouvriers protestent, ils refusent d'être possédés. Il faut continuer le mouvement.

Il est 4 h. 25, la délégation va descendre.

A 4 h. 29, les ouvriers arrêtent les machines.

Je pose un certain nombre de questions à d'autres ouvriers. Une ouvrière me déclare :

— Le moment est très favorable à l'action, étant donné que trois moteurs à réaction sont en route. La direction nous a même demandé qu'une équipe continue le travail. Nous avons refusé.

Ainsi les métallos de chez Rateau en ont eu assez des promesses patronales. Depuis le mois de juillet, un acompte de 6 francs de l'heure aux professionnels, 4 fr. 15 aux ouvriers spécialisés et 4 francs aux manœuvres.

C'est au tour des ouvrières de me poser des questions.

— Y a-t-il d'autres débrayages ?

— *A ma connaissance, non, mais il paraît qu'à l'Electro-Mécanique l'atmosphère est chargée.*

— Mais vous savez, l'usine du Pré-Saint-Gervais, dépendante de la Société Rateau, a aussi débrayé.

A ce moment, un ouvrier répond :

— La grève est notre seule arme.

— *En effet, camarades. Les ouvriers de chez Unic ont réussi à décrocher plus de 5 francs en plus des 25 % à la suite de deux débrayages, et aujourd'hui un manœuvre au plus bas échelon de chez Unic touche plus de 32 francs de l'heure avec un boni supplémentaire de 12 fr. 70.*

Le secrétaire syndical arrive. Des ouvriers affluent de toutes les directions. Les machines s'arrêtent. Une ouvrière me dit :

— Cachez-vous, sinon vous n'assisterez pas à l'assemblée générale.

Le secrétaire syndical me demande quel journal je représente.

— *La Vérité.*

— Très bien !

Quelques minutes passent ; un jeune camarade s'approche du secrétaire syndical et puis retourne vers moi et me dit :

— Pas de journalistes dans l'usine.

— Mais *La Vérité* n'est pas un journal comme les autres. Il est le seul qui soutient les grévistes.

Puis je quitte l'usine, et aux dernières nouvelles, le patron n'a pas cédé. La grève continue.

Camarades de chez Rateau, si vous voulez obtenir la victoire, il faut continuer le mouvement jusqu'au bout, il ne faut pas accepter de reprendre le travail avant que satisfaction complète soit donnée à votre revendication. Il faut occuper l'usine, élargir le mouvement aux autres entreprises de la région. Il faut que le comité de grève prenne sur lui toutes les mesures pour la victoire totale.

Pierre BOUSSEL.

CHEZ LES MARINS DE BORDEAUX

TOUS UNIS dans la C.G.T.

LA VERITE de la semaine dernière signalait qu'une grève devait éclater chez les marins de Bordeaux.

Notre correspondant ouvrier, nous signale que cette grève était préparée par une poignée d'aventuriers que dirigent actuellement le syndicat jaune de Durand, qui exploite sans vergogne le sentiment sacré antibureaucratique des marins.

Nous nous empressons d'insérer les informations complémentaires, qui nous ont été communiquées.

Si Durand réussit à déclencher son mouvement — ce qui n'est pas sûr heureusement — ce sera une grève à sens réactionnaire. Voyez les revendications qu'il met en avant :

1° *Retour aux conventions collective.* Cela veut dire pour les marins le retour à l'embarquement libre sous le contrôle des armateurs qui choisiront leurs équipages en éliminant le plus possible d'inscrits maritimes. Le vrai mot d'ordre est *salaire d'attente* élargi à tous les I.M. et A.D.S.G. remplissant les conditions. La mise en salaire d'attente devant être contrôlée par une commission élue par les marins eux-mêmes.

2° *La prime d'ancienneté* est encore un mot d'ordre réactionnaire dans le régime actuel des marins. Le vrai mot d'ordre ne pourrait être que *prime de capacité* pour les timoniers, graisseurs, pompiers, canotiers, etc.

3° En protestant contre la signature de la « Charte des gens de mer » Durand et ses seconds se démasquent. Si la parité avec la livre est signée, les soldes de base seraient revalorisées à seize livres sterling = 7.800 fr. + 2.850 fr. d'indemnité de nourriture. La seule chose que les marins demandent c'est la discussion à la base des articles de la « charte ».

4° En ce qui concerne les bleus de travail, cela fait deux ans, qu'ils les ont au P.A. Pour le large il y a le sac qui comporte des lainages en plus.

La seule revendication juste était celle des 25 %, mais Durand enfonce des portes ouvertes puisque au conseil syndical de Bordeaux tous les membres sont unanimes pour qu'en aucun cas, les 25 % ne soient escamotés.

La division syndicale nuit aux intérêts ouvriers. Tous les marins de Bordeaux doivent rejoindre la C.G.T. et imposer une direction qui saura mener la bataille contre les armateurs et l'Etat-patron pour :

1° La mise en salaire d'attente pour tous les I.M. et A.D.S.G. remplissant les conditions.

2° Le contrôle effectif des commissions locales tripartites. La commission de contrôle tripartite devant avoir un ou deux permanents des syndicats maritimes élus à la base.

3° Nationalisation sans indemnité ni rachat des grandes compagnies de navigation sous le contrôle d'une commission comprenant : officiers, marins, A.D.S.G., employés de navigation, élus par la base et dans un nombre proportionnel.

4° Les 25 %, quel que soit l'alignement de la solde de base.

LA VERITE

est en vente
- tous les -
Vendredis
dans tous les kiosques



Quand les travailleurs saccageaient boîtes de nuit et restaurant de luxe...

...ou LA GRANDE PEUR des profiteurs nantais

Le 21 août l'Union locale des syndicats de Nantes avait appelé les travailleurs à ue nouvelle manifestation contre la vie chère. A l'heure dite une foule immense se pressait sur le terre-plein de la Petite Hollande, animés d'une sourde colère contre les affameurs. Elle attendait des mots d'ordre de combat. Déception ! Ce fut le sempiternel discours où on « réclamait » des pouvoirs publics des « mesures énergiques contre les spoliateurs de tous ordres qui jusqu'à maintenant sont à l'abri de toute poursuite ». Suivait la consigne de défiler bien sagement à travers le centre de la ville pour aller déposer l'ordre du jour à la Préfecture. Là il serait enfoui comme les autres fois dans l'oubli des cartons. Ce n'était plus une manifestation, c'était un enterrement qu'on proposait aux travailleurs ! Ainsi il allait falloir piétiner comme un troupeau affamé et bêlant sous l'œil narquois des bourgeois, des trafiquants et des grues vautrées dans les bars chics et les boîtes de nuit qui jalonnaient le parcours ? Et on allait les laisser dépenser en orgies l'argent qu'ils volaient chaque jour aux travailleurs ?

A l'action

Eh bien non ! A peine le cortège s'était-il ébranlé que les vitres de deux bouges de luxe : *Le Château de Bagatelle* et *Le Moulin à Vent* volaient en éclats. Les plus résolus envahissaient les lieux mettant en fuite la racaille dorée, démolissant le mobilier et brisant les bouteilles. Spontanément les responsables improvisés surgissaient : « Pas de pillage ! Ne prenez rien ! Toi, casse cette bouteille ! » Et les camarades obéissaient soutenus par la masse enthousiaste des manifestants qui barraient la rue et criaient de nouvelles adresses à visiter. Et cela continua sur tout le parcours, semant pendant près de 3 heures l'épouvante chez les fauteurs de misère. *Le Café de France, La Cigale, La Casita, Honolulu, Le Novel, Le D'artagnan, La Duchesse Anne,* plus d'une trentaine de boîtes et d'hôtels de luxe furent mis à sac. Le mobilier jeté par les fenêtres venait s'écraser dans la rue. Le beurre, les poulets, les homards, le lait condensé, le chocolat, les œufs furent piétinés par des hommes et des femmes dont les enfants avaient faim. Les manteaux de fourrure furent lacérés : « Ne prenez rien camarades ! » La justice populaire passait inexorable ! Les trafiquants payaient en gros les amendes que l'Etat bourgeois leur avait épargnées (15 ou 20 millions de dégâts).

La bagarre

En bon défenseur de la société pourrie, le préfet avait donné des ordres pour que la police intervienne. Mais il ne semble pas que les policiers aient montré un grand empressement à risquer leur peau pour défendre une vermine qui ne les paie guère. Ce n'est que tardivement *A la Taverne* ex-offizierheim pendant l'occupation qu'une troupe de flics voulut employer des arguments frappants. Mal leur en prit : Les prolétaires les assommèrent littéralement. Ils ne durent leur vie qu'à l'intervention des responsables !

La grande peur des profiteurs

La violence de la colère populaire a laissé atterré tout ce que Nantes compte de riches parasites. Jusqu'ici ils ont pressuré les travailleurs avec autant de quiétude que des poux sur un dormeur. Le dormeur n'a pas bougé, les poux se sont enhardis et leurs morsures (marché noir, hausse des prix, salaires de famine) se sont faites de plus en plus cuisantes, à tel point que le dormeur commence à s'éveiller et menace d'écraser la vermine qui le ronge. C'est ce qui s'est passé le 21 août. Les travailleurs nantais se sont détournés des faux frères qui les endormaient depuis 2 ans avec des discours. Ils ont compris que les « pouvoirs publics » sont au service des riches et non des exploités. Ils ont compris que c'était à eux de faire leur propre police. Ils ont agi spontanément, sans ordre, sans organisation, et pendant 3 heures ils ont été les maîtres du pavé.

S'ils organisent leur action, s'ils mettent à leur tête des hommes résolus à lutter et à vaincre, les fauteurs de misère seront écrasés comme des poux. La bourgeoisie nantaise le sait. Elle a peur du lendemain. Elle sonne le rassemblement de tous ses larbins, des journalistes au préfet, pour préparer sa défense.

L'attitude de la presse pourrie

Soucieux de ne pas populariser un exemple qui pourrait être suivi ailleurs, tous les grands journaux y compris le *Populaire* et l'*Humanité*, ont fait le silence sur ces événements. On ne peut pas servir plus fidèlement les intérêts de la classe exploiteuse.

Les journaux nantais n'ont pu faire autrement que d'en parler. Deux d'entre eux se sont contentés de réprouver discrètement ces incidents. Ces messieurs qui luttent en parole contre le marché noir ne sont pas du tout d'avis de joindre les actes à la parole. Mais l'organe le plus résolument réactionnaire *L'Avenir de l'Ouest*, torchon local du P.R.L., a entrepris une offensive de grand style en trois temps : salir les manifestants, dresser l'opinion contre eux, détourner la colère populaire.

Le 22 août *L'Avenir* titrait : « De graves scènes de pillage ont suivi la manifestation contre la vie chère ». Mais tout l'article n'évoquait que des scènes de destruction. Et pour cause ! Une discipline rigide s'y opposait. S'il y eut quelques vols ce fut le fait d'inévitables pillards qui opérèrent après le passage des manifestants. Et encore ces voleurs-là n'étaient que des enfants de chœur à côté des clients et des propriétaires des boîtes saccagées.

Après quoi *L'Avenir* des trafiquants se lamente hypocritement sur le sort des employés réduits au chômage et des contribuables qui paieront la casse. Mais il se garde bien de demander aux riches noceurs dont les orgies ont provoqué la bagarre de se cotiser pour payer les chômeurs et le montant des dégâts. Il veut au contraire que ce soit le peuple qui paie, comme cela les manifestations deviendront impopulaires. Dans le même but notre feuille de chou va jusqu'à affirmer que bientôt les « éléments troubles » s'attaqueront à tous les commerçants, au paysan et à n'importe quel citoyen. C'est comme on vous le dit ! Aussi commerçants, paysans et Français moyens doivent prendre la défense des industriels et des gros intermédiaires amis de *L'Avenir* qui comme chacun le sait ne sont pour rien dans la hausse des prix. Ils ne demandent qu'à les baisser, mais ce sont les ministres et les inspecteurs du contrôle économique qui les empêchent : C.Q.F.D. !!!

Comme un tel raisonnement risquait de sidérer les petites gens qui lisent *L'Avenir*, le plumitif de service n'a pas manqué de sortir l'argument massue. Ce n'est pas un sursaut spontané de l'indignation populaire. C'est un coup monté par le Parti Communiste Français.

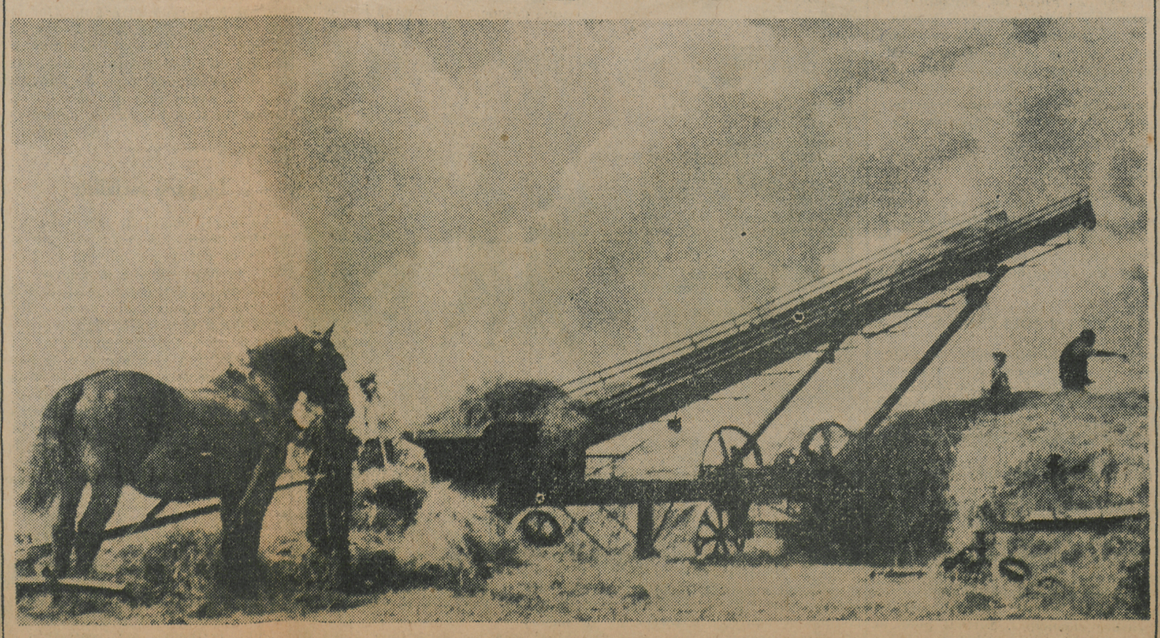
Les responsables staliniens n'ont pas trouvé cela à leur goût. Ils sont pour l'ordre et l'autorité. Voyons ! Mais ils n'ont pas osé désavouer officiellement les manifestants. Leur hebdomadaire *Clarté* n'a pas soufflé mot des incidents.

C'est la faute à la IV^e^

Par contre ils ont fait répandre le bruit que c'étaient les trotskystes qui avaient mené la bagarre. Les camarades du P.C.F. et de l'U.J.R.F. qui se sont spontanément jetés dans l'action contre les affameurs ont été quelque peu suffoqués.

Ainsi ils étaient devenus trotskystes sans le savoir. Pas tout à fait camarades, mais vous êtes sur le point de le devenir. Vous le serez tout à fait le jour où dans chaque quartier vous élirez un comité populaire qui organisera la saisie et la répartition des stocks des trafiquants et ou dans chaque usine vous fixerez les prix par l'entremise de votre comité d'entreprise.

TUAUDEN.



Chronique Paysanne

UNE GRÈVE AGRICOLE DANS LA CREUSE

La Fédération départementale des Syndicats d'exploitants agricoles de la Creuse décide une grève des battages de trois jours les 1er 2, 3 septembre 1946, pour protester contre le manque de ficelle-lieuse, contre l'attribution dérisoire de vin, contre le manque de moyens de production.

Cette décision, précise la Fédération, n'a été prise qu'après avoir acquis la certitude que l'approvisionnement en pain du département était d'ores et déjà garanti. Mais, dans sa résolution elle déclare que si par la suite, satisfaction n'est pas obtenue, elle envisagera d'étendre l'action des producteurs à une grève des livraisons dont elle laissera la responsabilité aux pouvoirs publics défaillants.

Nous ne pouvons qu'appuyer cette décision quand on songe à la carence de l'administration dans le domaine agricole.

En effet, n'est-il pas intolérable le fait que, deux ans après la libération, le paysan ne trouve pas à s'approvisionner en ficelle lieuse selon ses besoins. N'est-ce pas se moquer de lui que de lui attribuer quelque deux cnts grammes de ficelle par hectare déclaré, comme cela se produit dans la région?

D'aucuns diront que c'est un produit d'importation qui existe en quantité limitée. Pourquoi alors existe-t-il au marché noir?

N'est-ce pas se moquer de lui que de lui octroyer six litres de vin par hectare déclaré en céréales panifiables, comme si, du reste, la culture des autres céréales — orge et avoine par exemple — ne comptait pas dans son labeur, alors qu'il lui faudrait une moyenne de cinquante litres par demi-journée de battage (trois ou quatre hectares de céréales). Et cette moyenne n'est pas exagérée quand on sait combien est pénible le travail des paysans lors des battages (chaleur, poussière étouffante, etc.).

Camarade paysan, petit exploitant (n'étant, en somme, que l'éternel exploité) ces revendications ne sont qu'un début, et ne doivent pas s'arrêter là. Il faut que tu prennes conscience de ton état de classe, que tu sortes de cette passivité où tu t'étais cantonné jusque là.

Organise-toi au sein de ta C.G.A., soutiens jusqu'au bout les décisions de tes représentants, pousse-les même plus avant dans la voie des revendications.

Pour chasser les indésirables, les suceurs de sang qui profitent du fruit de ton travail en te maintenant dans la misère, entre en lutte, t'appuyant directement sur le mot d'ordre : « La terre à celui qui la travaille ». Passe à l'action, parallèlement avec ton collègue, l'ouvrier d'usine, pour réaliser ce programme, le seul apte à faire triompher la cause des masses laborieuses : gouvernement ouvrier et paysan.

CEYLOR,
Ouvrier agricole.

Qui peut réaliser LE PLAN AGRICOLE ?

Théoriquement, le plan semble facilement réalisable en agriculture. Pratiquement, son application rencontre des obstacles.

Ces obstacles sont : 1° La grande quantité de capitaux nécessaire ; 2° L'impuissance de l'Etat a y apporter une aide véritable dans le cadre actuel ; 3° La méfiance des intéressés.

1° Le génie rural estimait à 331 milliards de francs 1939 le montant des capitaux nécessaires pour une sérieuse réorganisation de notre agriculture. Compte tenu de la dévalorisation du franc, de l'urgence de la réorganisation, c'est au moins à 300 milliards de francs par an qu'il faudrait avoir recours durant cinq années.

Les capitaux privés ne s'orientent cependant qu'avec circonspection vers l'agriculture (sauf pour déposséder le paysan de la terre) dont le rapport financier est faible et incertain. Le taux de profit de notre agriculture ne serait guère amélioré avant très longtemps par suite de la nature des travaux à effectuer.

L'investissement de capitaux privés permettant la réalisation d'un véritable plan agricole à l'échelle nationale est de ce fait exclu.

2° Les difficultés financières de l'Etat reflètent purement et simplement la crise aiguë du capitalisme décadent. Ne pouvant être normalement résorbées, ces difficultés ne lui permettent pas de réaliser un effort de pareille envergure.

L'Etat n'est en effet que l'instrument du pouvoir politique de la classe dominante, c'est-à-dire, actuellement, du capitalisme.

Pareilles dépenses ne sont donc faites qu'au compte-gouttes. A l'heure actuelle, il n'en peut être autrement pour les crédits à l'équipement agricole. Il en résulte que l'agriculture sera sacrifiée à l'égoïsme des classes possédantes. Et, avant tout, sera sacrifiée la masse des paysans travailleurs car l'agriculture ne constitue pas un tout. Elle est à l'image de la société capitaliste divisée en classes.

3° Dès maintenant, la presse à gages laisse entendre qu'on ne peut tout faire ensemble ; qu'on doit faire au mieux avec le minimum de fonds. Ceci revient en réalité à faire appel à l'initiative privée des exploitants agricoles pour réaliser des améliorations locales payées de leurs propres fonds. En échange, ils recevraient quelques dégrèvements d'impôts.

Cette solution peut être, *dans une certaine mesure*, appliquée. Cependant, les exploitants les plus aisés peuvent seuls se permettre de telles initiatives.

Nous n'aurions ainsi qu'une planification partielle incapable de mettre fin à l'insécurité du marché.

Elle consacrerait la ruine des petits et très petits exploitants agricoles et leur disparition dès la normalisation des échanges commerciaux. Ces paysans travailleurs constituaient 73 % du nombre d'exploitants et mettaient en valeur 22,25 % des surfaces exploitées en France avant la guerre.

Pour ce faux plan, la moyenne paysannerie ne serait pas délivrée de la crainte due à l'insécurité du marché et ne s'y engagerait qu'avec le maximum d'hésitation (24,5 % du nombre d'exploitants et 48,5 % des surfaces cultivées en 1929).

Cette solution de paresse, c'est le triomphe du capitalisme en agriculture. L'industrialisation marque, en effet, la dernière phase de la concentration capitaliste aux champs. Concentration qui, depuis quatre-vingts ans, se manifeste et dont le rythme s'accélère au point de devenir catastrophique dans les prochaines années.

Depuis 1936, *la campagne française a perdu un million d'habitants actifs.* La crise qui vient est due à l'incurie du régime capitaliste. Elle ne peut rétablir un semblant d'équilibre provisoire qu'en sacrifiant dans un court délai trois millions de paysans travailleurs avec leur famille. C'est-à-dire les trois quarts de notre population rurale active.

Les gros agriculteurs ont tout profit à cette perspective. Mieux outillés, exploitant les meilleurs terres, ils réaliseront ainsi le degré moyen de concentration des pays agricoles techniquement les plus évolués. Ils s'assureront en même temps le marché.

Par contre-coup, s'installerait au sein du régime, un nouvel élément d'instabilité sociale. Des millions de bras supplémentaires viendraient encombrer le marché du travail, constituant une réserve de main-d'œuvre à bon marché. Conséquence : chômage, baisse des salaires et du niveau de vie des ouvriers.

En régime capitaliste décadent, le maintien du *statu quo* en agriculture: c'est la ruine des trois quarts des paysans.

La modernisation de cette même agriculture : c'est aussi la ruine des paysans-travailleurs.

Dans les deux cas, c'est une plus grande exploitation des ouvriers par répercussion.

Seuls, les paysans-travailleurs démocratiquement groupés dans leurs comités et unis aux ouvriers et techniciens, peuvent réaliser un Plan Agricole fait par eux et pour eux.

A. LE DEM.

Grève du textile à La Guorgue-Estaires

Révoltés d'attendre depuis juin l'application des augmentations de salaires, les ouvriers textiles de La Gorgue-Estaires (Nord) ont débrayé mercredi, à 13 heures.

L'élection rapide du comité de grève, l'occupation immédiate des usines ont eu vite fait d'effrayer « ces messieurs les patrons » qui ont accepté les revendications présentées par le comité.

Mais ces messieurs sont susceptibles. N'ont-ils pas proposé « la reprise symbolique du travail » pour vendredi, à 13 h. 30, pendant les pourparlers entre patrons et délégués.

Symbole, dont ces messieurs en auraient fait des gorges chaudes, que cette humiliante situation du prolétariat devant le patronat. Mais nos camarades, dont la méfiance est éveillée, ont refusé de telles propositions et, à leur tour, ont fait figurer d'autres revendications ; et en particulier l'organisation immédiate des comités d'entreprises jusqu'alors incomplètement établis.

Bravo, camarades tisseurs ; l'exemple de vos camarades postiers vous a montré que la grève paie et votre énergique action vous donnera satisfaction.

Le Parti Communiste Internationaliste vous adresse son fraternel salut et s'associe avec vous pour blâmer la conduite révoltante de queiques énergumènes qui ont continué le travail.

Le secrétaire de la cellule d'Estaires,
VANCOULIE.

Grève à l'A.A.C.

(Colombes)

ETANT lecteur de votre journal La Vérité, *je suis écœuré de la politique de Thorez, car c'est une politique bourgeoise. Je travaille dans une usine aéronautique de Colombes, à la A.A.C., qui est dirigée par M. Tillon et sa bande ; aussi je viens vous signaler un fait qui s'est passé le jeudi 22 août, car, pour la première fois, les délégués se sont fait huer. Dans cette maison communiste, nous sommes toujours payés à l'ancien taux ; aussi l'ensemble des ouvriers ont-ils décidé de faire grève ce jour-là et, passant outre la C.G.T., ils ont débrayé pendant quatre heures.*

Aussi ces messieurs nous ont-ils dit de reprendre le travail, car cela les gênait pour discuter avec la direction.

Plusieurs leur posèrent la question de mettre cela aux voix, mais ils ne voulurent rien entendre, car ils voyaient bien que la majorité était pour continuer la grève. Ils eurent enfin raison, car leurs éléments commencèrent à se mettre au travail, et petit à petit le travail reprit, mais pas avec beaucoup d'entrain. Ils nous promettaient une réponse pour le lendemain pour la prime au rendement, laquelle, finalement, on ne savait à quel taux ni à quelle date elle serait accordée. Mais toujours est-il que le chef y avait droit et non les ouvriers, ce qui fut la cause du débrayage.

P.

CHEZ LES INSTITUTEURS...

Suite de la 1re page

— Il y a environ un mois, notre Conseil syndical a adopté *à l'unanimité* une motion présentée par le camarade Thomas, secrétaire du syndicat, où figurait cette revendication. Peu de temps après, une assemblée générale des syndiqués votait, également à l'unanimité, cette résolution. J'insiste sur « unanimité ». En effet, notre syndicat est composé de trois tendances : une majorité réformiste, une minorité communiste et une minorité révolutionnaire. Depuis la libération, cette dernière tendance mène une propagande intense pour l'échelle mobile et le vote unanime de la motion Thomas est non seulement une victoire pour la minorité mais pour tout le syndicat. Les camarades communistes sont maintenant convaincus de la justesse du mot d'ordre.

— Pensez-vous que les travailleurs puissent l'imposer ?

— Bien sûr, à condition que l'ensemble de la classe ouvrière entre en lutte, par l'action directe, contre le patronat.

L'HEURE DE LA GRÈVE A SONNÉ...

I. - Sur quels mots d'ordre combattre?

LORSQUE O. BARATTE étudiait en 1926 la stratégie des grèves, les problèmes se posaient en termes simples à la C.G.T.U. : « Quels mots d'ordre et quelle extension donner aux grèves ? »

Aujourd'hui, de nouveaux problèmes sollicitent l'attention des syndiqués révolutionnaires : comment mettre hors d'état de nuire les briseurs de grève qui tiennent les leviers de commande de la C.G.T. tout en préservant *l'unité syndicale.*

Il convient de les étudier sérieusement, car ils prendront une extraordinaire acuité dans la marée d'équinoxe de luttes grévistes dont nous voyons déferler les premières vagues.

Depuis septembre 1944, les travailleurs, dans leur immense majorité, ont réalisé bon gré, mal gré, les mots d'ordre *bourgeois* de « Tout pour la guerre », puis de « Produire ». Deux ans après, aucun doute n'est plus possible : la politique de production n'a pas eu d'autre effet que le replâtrage du régime capitaliste. La durée et la cadence du travail ont été accrus. Les salaires se sont avilis. La classe ouvrière a fait le sacrifice des positions conquises à la libération.

La surexploitation des travailleurs a donné des surproduits aux capitalistes mais pas d'objets de consommation à des prix abordables.

Cette faillite est si éclatante qu'aujourd'hui les dirigeants irresponsables qui en portent la responsabilité n'osent plus prétendre que la grève soit « l'arme des trusts ».

Incapables de s'opposer à l'éclatement de luttes d'envergure, ils font des concessions verbales à la collectivité ouvrière.

La grève paie

Chacun a pu constater que la grève paie. Dans ces derniers mois, des luttes renvendicatrices, même engagées dans les pires conditions, combattues par les syndicats, isolées, privées de tout appui, se sont terminées par des succès ou des demi-succès.

Pourquoi ?

D'abord, parce que la bourgeoisie a un besoin impérieux de faire tourner à plein ses usines pour accumuler des profits, pour reconstituer son capital et pour s'assurer une place sur des marchés encore vides mais aux capacités d'absorption très réduites. Dans ces conditions, elle n'a pas intérêt à recourir au lock-out.

Ensuite, parce que l'absence de chômage et la pénurie de main-d'œuvre qualifiée la privent de sa meilleure arme de chantage : utilisation des jaunes.

Enfin, parce que son appareil d'Etat est encore trop débile pour heurter de front l'immense force accumulée dans la classe ouvrière. L'ordre de réquisition contre les postiers en grève, l'envoi de gendarmes contre une usine occupée risqueraient de mettre le feu aux poudres.

Toutes ces conditions obligent le patronat à se montrer « compréhensif », à discuter et, très souvent, à céder. L'heure est donc venue pour la classe ouvrière d'engager une vaste offensive contre la misère. L'heure de la grève a sonné.

Grèves partielles et grèves généralisées

La grève partielle peut payer. Nous en avons de multiples exemples sous les yeux, et il est possible d'affirmer que pendant tout un temps, elle remportera des succès importants. Elle aura l'immense avantage de réveiller la combativité des travailleurs qui croient encore aux belles paroles ou qui ne voient pas encore la possibilité d'engager l'action.

En effet, le souci constant des militants syndicaux doit être d'élargir au maximum le mouvement aux entreprises voisines, à la corporation, à la branche d'industrie ou aux trusts. La victoire sera plus rapide et moins coûteuse ; le risque d'un échec qui compromettrait les luttes à venir en semant le découragement sera diminué d'autant plus que la grève sera plus large.

Surtout, elle conjurera le danger de division que fait courir à la classe ouvrière la politique des briseurs de grève confédéraux. Nous ne devons plus revoir ce qui s'est produit après la grève des rotativistes. Ceux-ci, trahis par Croizat et par la direction cégétiste, se sont par la suite tenus à l'écart de la campagne pour les 25 %.

Comment étendre et généraliser le mouvement?

La première condition d'une solidarité dans la lutte est évidemment de chercher les mots d'ordre revendicatifs qui unissent ; cela est particulièrement nécessaire lorsque le mouvement est déclenché.

Ainsi, un atelier peut débrayer pour obtenir un calcul plus juste des primes de rendement. Mais il ne peut entraîner le reste de l'entreprise, en particulier les manœuvres qui ne bénéficient pas de prime, que s'il met en avant une *augmentation horaire générale* et *l'intégration* des primes au salaire horaire, c'est-à-dire pratiquement que s'il engage la lutte contre le salaire au rendement.

Autre exemple : le Comité national de grève des P.T.T. a maintenu tout au long de la grève la revendication formulée par la Fédération postale, à savoir la *parité externe.* Or, la parité externe n'apportait aucune satisfaction à plusieurs catégories parmi les plus défavorisées. Il aurait fallu, dès le début de la lutte, changer le mot d'ordre. Y ajouter les *parités internes* ne suffit pas, car là encore, certaines classes de postiers n'y trouvent pas satisfaction. Le seul mot d'ordre d'unité était le *salaire minimum vital* sur lequel, s'alignerait toute l'échelle des traitements

Unifier les luttes à l'échelle locale, entre industrie privée, industrie nationalisée et services publics. Unifier par corporation et par branche d'industrie ou trusts, en *unifiant les cahiers de revendication,* tel doit être présentement le rôle du militant révolutionnaire, s'il a compris que l'heure des grèves d'envergure a sonné, et qu'il est possible d'arracher le minimum vital et sa garantie par l'échelle mobile.

FAVRE.
(A suivre.)

On nous écrit :

DE PARIS

Monsieur le Directeur,

Je me permets de l'occasion qui m'est ainsi offerte pour vous faire part de l'admiration que je porte à votre mouvement et de l'intérêt que je prends à la lecture de votre hebdomadaire.

L'admirable effort que vous avez déployé à l'occasion de la grève récente par laquelle les postiers français ont su montrer au monde qu'ils n'étaient ni des esclaves ni des incapables a contribué pour une grande part à l'aboutissement de nos légitimes revendications.

Votre édition spéciale du 5 août a prouvé, s'il en était encore besoin, que vous étiez les véritables champions de la défense des intérêts des travailleurs.

Il est de plus en plus nécessaire que, par une propagande active, votre parti, qui est le meilleur défenseur des travailleurs, devienne le grand parti qu'il mérite d'être ; il faut qu'aux prochaines élections vous gagniez non seulement des voix mais que vous ayez des élus, afin de faire échec aux groupements pseudo-populaires et soi-disant révolutionnaires qui n'arrivent à s'entendre que pour faire le jeu de la réaction et assurer la victoire des capitalistes.

Croyez, Monsieur le Directeur, à toute ma confiance et à l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

J. CARABEAYE,
Contrôleur-Rédacteur des P.T.T.,
16, rue Pavée, Paris-4e.

D'EURE-ET-LOIR

Chers camarades,

Je vous écris cette lettre pour vous demander de m'envoyer le mandat de votre journal pour que je puisse faire le plus vite possible mon abonnement pour l'année, car j'ai remarqué que c'était le seul journal de notre défense pour nous travailleurs et par la même occasion, je vous demanderai de m'envoyer, quelques brochures et livres de votre mouvement que je veux connaître au plus vite ; pour les livres, je les rembourserai à la livraison. Je termine cette lettre en pensant à une réponse le plus vite.

Chers Camarades, je vous salue comme les meilleurs défenseurs du prolétariat.

Marcel BRISSARD,
Béville-Lecomte
(Eure-et-Loir).

N'oubliez pas de joindre 10 francs en timbres-poste et la dernière bande d'expédition, pour tout changement d'adresse.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 n°s) ..... 200 fr.
pour 6 mois (26 n°s) ..... 100 fr.
pour 3 mois (13 n°s) ..... 50 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom .....

Adresse .....

Envoyer ce bulletin 19, rue Daguerre, Paris (14e), et les mandats à : « LA VERITE », C.C.P. 5479-17 , Paris.

Signature :

Soutiens « LA VERITE » en remplissant ce bulletin dès aujourd'hui.

Le gérant : M. JUILLIA

Entreprise de Presse
100, r. Réaumur, Paris-2e
MARY, imprimeur.

Travail exécuté
par des ouvriers syndiqués